

Malgré la disparition de sa fondatrice, le collectif « **Trop, c'est trop !** » continue. Sa particularité ? Rassembler des personnes différentes par leur histoire et leur sensibilité, aux réactions jamais identiques face aux drames que connaît la terre de Palestine ; diffuser des informations et des analyses ; faire appel à la réflexion plutôt qu'à l'anathème ; organiser des échanges pour que les espaces de dialogue prennent le pas sur les affrontements ; et s'appuyer sur les compétences particulières des artistes et intellectuels. Après une réunion portant sur la société israélienne, nous avons décidé de consacrer notre prochaine rencontre à la société palestinienne ; en comptant sur le soutien financier renouvelé des signataires, qui ont rendu possibles depuis près de quatre ans toutes nos initiatives.

# Trop, c'est trop !

BULLETIN DE LIAISON N° 4. JUIN 2005. 5€

## Sommaire

**page 2** Pour Madeleine, par  
**Pierre Vidal-Naquet**  
**Stéphane Hessel**

**page 3** Plus que jamais, « **Trop, c'est trop !** » par **Henri Korn**

**page 4** Forces vives en Palestine.  
Entretien avec **Elias Sanbar**, par  
**Madeleine Rebérioux et Abraham Ségal**

**page 13** George W. Bush va-t-il enfin  
se décider à entrer dans le conflit  
israélo-palestinien ?  
par **Nicole Bernheim**

**page 14** Destructons et résistances,  
par **Shmuel Groag et Anne Brunswic**

**page 19** Un pays au service de  
l'armée, par **Talila Kosh et Alain Joxe**

**page 26** Hébron. L'exposition  
« Briser le silence », par **Yitzhak Laor**

**page 30** Nos prises de position  
de l'Accord de Genève  
à la disparition d'Arafat

**page 33** La Naqba en hébreu : l'œuvre  
de mémoire de Zochrot,  
par **Olivia Elias**  
« Mémoire pour la paix »,  
par **Jean Monttapa**

**page 34** Contre l'arbitraire des  
« punitions collectives ». Entretien  
avec **Tahseen Elayan**, de l'association  
Al Haq

**page 36** Pour le droit à l'éducation  
des enfants palestiniens,  
par **Françoise Dumont**

**page 38** Israéliens, Palestiniens,  
que peut le cinéma ?

**page 39** « Mur »,  
par **Catherine Schapira**

## Sur les pas de Madeleine Rebérioux, Solidarité avec les Palestiniens !

*Décidés, avec les milliers de signataires de l'appel « **Trop, c'est trop !** », à continuer à œuvrer pour faire prévaloir le droit et la justice en Palestine, nous sommes bien résolus à poursuivre dans la voie ouverte fin 2001 par Madeleine Rebérioux.*

*Madeleine, qui nous a quittés le 7 février 2005, a été à l'initiative de l'appel « **Trop, c'est trop !** ». C'était en décembre 2001, lorsque le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, s'était retrouvé enfermé à Ramallah et que l'aggravation de l'occupation israélienne restreignait encore davantage l'espace vital des Palestiniens et leur liberté de circulation. Cet appel était dans le droit fil de ses engagements anti-colonialistes antérieurs. D'abord contre la guerre et pour l'indépendance de l'Algérie, comme secrétaire du Comité Maurice-Audin et rédactrice du journal clandestin Vérité-Liberté contre la torture et pour le soutien aux insoumis. Puis contre la guerre américaine au Vietnam, comme responsable du Collectif intersyndical universitaire, de 1965 à 1969, et du Front solidarité Indochine, de 1971 à 1975.*

*Dans le collectif « **Trop, c'est trop !** », cette historienne reconnue, ancienne présidente de la Ligue des droits de l'Homme de 1991 à 1995, a retrouvé Pierre Vidal-Naquet, son ami historien et ancien président du Comité Maurice-Audin et a su rassembler des personnalités aussi diverses que Stéphane Hessel, Henri Korn, Abraham Ségal, Étienne Balibar, Suzanne Citron, Marie-José Mondzain ou Alain Joxe. Leur sensibilité, leur histoire personnelle et leur approche du conflit israélo-palestinien sont différentes mais, pendant ces trois années d'action du collectif « **Trop, c'est trop !** », tous ont partagé l'indignation contagieuse de Madeleine Rebérioux face à la situation des Palestiniens, sa volonté de chercher les moyens les plus efficaces pour leur venir en aide et aussi sa vigilance face aux risques de dérives antisémites qui peuvent parfois s'insinuer dans certains discours sur la Palestine. Désireuse d'établir tous les ponts possibles avec les militants de la paix en Israël, c'était par exemple avec une immense attention qu'elle écoutait ses collègues historiens et amis qui vivent dans ce pays, comme Zeev Sternhell ou Shlomo Sand, avec qui elle avait des discussions chaleureuses et animées.*

*Madeleine avait une immense admiration pour Leila Shahid, la représentante de l'Autorité palestinienne en France. Elle disait qu'elle n'avait jamais vu depuis Jaurès autant d'intelligence alliée à autant de cœur, ce qui, chez cette spécialiste et grande admiratrice de Jaurès, n'était pas le moindre des compliments.*

*Dynamique et active jusqu'à ses derniers moments, sachant rassembler et fédérer les énergies, Madeleine Rebérioux a animé pendant trois ans avec chaleur, convivialité et un profond sens de l'efficacité, l'action du collectif « **Trop, c'est trop !** ». Au moment où de nouvelles données, telle l'annonce de l'évacuation de Gaza, font naître des espoirs tenus d'avancées vers la paix, mais où l'extension constante du Mur et des implantations israéliennes en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, rendent les efforts d'information et de mobilisation plus que jamais nécessaires, nous sommes bien décidés à continuer, avec vous, l'action qu'elle avait entamée.*

*Gilles Manceron,  
pour le groupe de pilotage de « **Trop, c'est trop !** »*

## Madeleine Rebérioux et « Trop c'est trop ! »

« **Trop, c'est trop!** » aura été le dernier engagement de Madeleine Rebérioux. Comme tous ses engagements, ce fut un engagement passionné.

Née à Chambéry le 8 septembre 1920, elle est morte à Paris, chez elle, le 7 février 2005. Un livre d'hommage lui a été consacré; sa vie a été assez ardente pour qu'un second volume lui soit dédié. Comme le disait d'une de ses héroïnes Stendhal: « C'était une âme trop ardente pour se contenter du réel de la vie ».

Elle haïssait l'antisémitisme. Un imbécile a parlé dans un journal juif de son « antisionisme viscéral et inconditionnel ». Pure calomnie! Le sionisme lui était naturellement d'autant plus étranger qu'elle n'était pas juive. Elle considérait cependant que l'existence d'Israël était un fait acquis. Elle demandait simplement que les Palestiniens aient les mêmes droits à constituer un État que les Juifs installés en Palestine. D'aucuns ont pu rêver à un état binational, et parmi les adhérents de « **Trop, c'est trop!** » qui étaient présents lors de nos réunions, ils sont certainement nombreux. Madeleine Rebérioux ne céda jamais à ces pressions. Un peu méfiante au début devant le protocole de Genève, dans lequel elle voyait une initiative israélienne, elle finit par s'y rallier et cosigna un texte dont je peux dire que, pour l'essentiel, il avait été rédigé par Abraham Ségal et par moi.

Elle avait une autorité naturelle qui a fasciné des milliers de lycéens et d'étudiants à Mulhouse, au lycée Marcellin-Berthelot (Saint-Maur), à l'université Paris VIII à Vincennes et à Saint-Denis. Je ne connais personne qui y ait tout à fait échappé.

Je l'ai connue en 1958, à l'époque du Comité Maurice-Audin créé pour faire la lumière sur la disparition d'un jeune mathématicien communiste de la Faculté des Sciences d'Alger. Le Comité avait été présidé par Laurent Schwartz.

Après la mort de Schwartz, la mort de Madeleine engloutit une bonne part de ce qui fut le printemps de ma vie. Au moins n'a-t-elle pas été assassinée comme le fut Jean Jaurès.

*Pierre Vidal-Naquet*



Madeleine Rebérioux avec Robert Verdier (à gauche) et Michel Tubiana (à droite) en 2000.

### Pour Madeleine

Que de moments de saine indignation, de vive incitation à prendre la parole, ou la plume, ou de marcher ensemble dans les rues de Paris, dont nous sommes redevables à Madeleine. Elle savait d'instinct réagir et faire réagir lorsque les droits de l'Homme étaient en cause, la dignité de la personne bafouée.

Je me souviens d'avoir prêché en sa présence la tolérance, comme une vertu dans les relations humaines. « Tolérance? » répondait-elle. « Pas de tolérance pour les ennemis de la liberté! »

Elle avait raison. N'avais-je pas eu la mémoire courte? Pour sa génération et la mienne, distantes de peu d'années, l'histoire avait démontré que lorsque les premiers signes de mépris ou de haine ne sont pas détectés, condamnés, combattus à temps, l'injustice sociale tolérée, toujours les inégalités s'accroissent, les oppressions dominent, le déferlement de l'inhumanité n'est pas loin.

Madeleine nous a appris à ne jamais nous laisser surprendre. Qu'elle en soit chaleureusement remerciée.

**Stéphane Hessel**

# Plus que jamais, « Trop, c'est trop ! »

La presse, et l'ensemble des médias, mettent en avant « l'espoir » suscité par la disparition de Yasser Arafat et son remplacement par un nouveau président de l'Autorité palestinienne, qui aurait, lui, l'envergure d'un véritable homme d'État et, au contraire du précédent, saura exploiter les propositions offertes par Israël. Mahmoud Abbas alias Abou Mazen, bien qu'un des fondateurs du Fatah, n'a-t-il pas été élu le 7 Janvier 2005, à la suite d'un scrutin qui s'est déroulé dans le calme, sur l'ensemble des territoires palestiniens ? L'horizon politique se serait d'autant plus éclairci qu'Ariel Sharon a promis de se désengager de Gaza avant la fin de cette année.

Nous aimerions croire nous aussi qu'une ère nouvelle s'est ouverte au Proche-Orient. Cette conviction serait rendue plausible par un discours nouveau de George W. Bush, par la récente alliance des travaillistes avec le Likoud, et par l'état d'épuisement dans lequel se trouvent les deux parties en conflit. Et peut-être aussi par la pression de l'opinion internationale qui est consciente du fait que la seule issue à ce conflit est politique plus que militaire.

La réalité risque d'être différente et l'illusion de courte durée. Car, en fait, la sortie de crise ne dépend pas d'abord des Palestiniens, mais de la politique d'Israël – puissance occupante – et de la stratégie américaine dans la région. La colonisation de la Cisjordanie ne s'est jamais ralentie et Israël a discrètement réactivé le 8 juillet 2004 la vieille loi ottomane de confiscation des terres. Aux termes de cette loi, les terres et les biens immobiliers peuvent être confisqués si leurs propriétaires en sont déclarés absents. Son application est la même, que cette absence soit volontaire ou non, comme cela fut déjà largement le cas en 1948. Selon *Haaretz*, cité par *Le Monde* en date du 23 janvier 2005, la moitié des propriétés de Jérusalem-Est serait



Image du film « Checkpoint » de Yoav Shamir.

ainsi menacée, même si, pour l'heure, l'application de cette loi a été suspendue par le gouvernement israélien suite aux pressions internationales.

En dépit de la condamnation de la Cour internationale de Justice de La Haye, la construction du « mur de sécurité » bat son plein et il isole plus de 250 000 Palestiniens de leurs concitoyens de Cisjordanie. Il couperait d é f i n i t i v e m e n t la Cisjordanie de Gaza, s'appropriant plus de territoires, encore, que les 78 % de la Palestine historique prévus dans les Accords d'Oslo au profit

d'Israël et il rendrait ainsi caduc tout projet viable d'un État palestinien.

Plus de 130 000 colons ont manifesté le 30 janvier à Jérusalem contre tout démantèlement de leurs installations au-delà de la « ligne verte ». Ils appellent l'Armée à refuser les ordres d'évacuation et renouent avec les discours qui ont conduit à l'assassinat d'Itzhak Rabin en 1995. On n'insistera jamais assez sur le fait que cette extrême droite ultra-nationaliste et fascisante joue le même rôle de division en Israël que d'autres fanatiques religieux dans la région. Or, elle n'a jamais été sérieusement inquiétée par Peres, Barak, ni encore moins par Sharon dont il fut une des idoles. Toute avancée vers la paix passe par une bataille explicite contre l'option que représente cette droite-là.

Et faut-il rappeler enfin que Gaza reste, pour les 1 500 000 Palestiniens que les barrières israéliennes isolent du reste du monde, la plus grande prison jamais construite à ciel ouvert ? « **Trop, c'est trop !** », le cri lancé par Madeleine Rebérioux reste, hélas, d'actualité, même si c'est avant tout l'immense courage des Palestiniens et des pacifistes israéliens qui donnera un jour raison aux plus optimistes d'entre nous. Un jour que notre action cherche à rendre le plus proche possible.

**Henri Korn**



# Forces vives en Palestine

## Entretien avec Elias Sanbar

par Madeleine Rebérioux et Abraham Ségal

*Accordé le 7 septembre 2004, deux mois avant la disparition du président Arafat, cet entretien avec le rédacteur en chef de la Revue d'études palestiniennes Elias Sanbar a été l'occasion d'aborder les questions essentielles auxquelles la société palestinienne est confrontée : qu'est-ce qui fait la particularité de la Palestine ? Pourquoi les jeunes y jouent-ils un rôle si important ? En quoi le fonctionnement des institutions, malgré l'occupation, est-il un exemple exceptionnel dans toute la région ? Pourquoi la question de la séparation des pouvoirs devient-elle centrale pour le devenir de l'Autorité ?*

*Autant de thèmes qui n'ont cessé, depuis, de devenir davantage d'actualité.*

**M. R.** Pourriez-vous nous dire pourquoi vous aimez tant la Palestine ?

**E. S.** Mis à part cet aspect banal que chacun a en soi un lien avec la terre où il est né, je lui suis d'autant plus attaché que la Palestine est au centre d'une injustice. C'est fondamentalement pour cela. Je suis sûr que le jour où justice sera faite, au sens où le droit sera au rendez-vous, mon sentiment changera : à ce moment, la Palestine deviendra simplement un pays natal, comme tout le monde en a un. Mais là, il y a une histoire très injuste qui suscite un lien particulier.

Par ailleurs, la Palestine est un pays de culture arabe, mais avec quelques traits spécifiques. Et l'un des traits spécifiques de cette société, qui fait qu'on s'y attache d'autant plus fort, selon moi, c'est sa culture de douceur. Il y a chez les gens une profonde gentillesse, un côté apparemment naïf qui me touche beaucoup... Et je pense, après avoir beaucoup travaillé sur son histoire, que c'est un pays qui s'est en partie fait avoir à cause de cela. Mais, en même temps, la gentillesse des Palestiniens est aussi leur force. C'est précisément cette douceur-là qui leur donne un souffle incroyable. Mais il y a eu des périodes, notamment sous le mandat britannique, où elle relevait presque de la naïveté.

Il existe une bonhomie très particulière en Palestine avec des variantes locales dans tel village ou telle ville... C'est un peu comme pour les broderies : il y a un art magnifique de la broderie féminine qui constitue en même temps une sorte de signallement de la localité d'origine. Selon la broderie, vous savez d'où vient la personne qui la porte. C'est très intéressant de voir que, bien avant la formation des États-nations et les partages coloniaux de la première guerre mondiale, ce type de broderies s'arrête presque littéralement là où la frontière a été tracée par la suite. Ce qui

montre à quel point les frontières coloniales n'étaient pas tellement intempêtes, mais venaient également d'une vision héritée de siècles de connaissance de cette région par l'Occident. Mais ça montre aussi que quelque chose est lié à cet attribut, qui n'est pas simplement un attribut religieux, et qui renvoie à la question : « *Qu'est-ce qu'habiter une terre dite sainte ?* » C'est étrange parce que les gens ne réalisent pas que ce n'est pas la présence de lieux saints qui fait une terre sainte, c'est très différent. Tout le monde, même en Palestine, ne s'en rend pas compte. Si l'on prend l'exemple de Lourdes, c'est un lieu saint, mais cela ne fait pas de la France une terre sainte. La différence avec la Palestine – et c'est étrange –, c'est qu'il y a énormément de lieux saints, mais, surtout, que *c'est une terre sainte*. Il y a un espace plus global qui sanctifie.

**A. S.** Est-ce que les Palestiniens en ont conscience ?

**E. S.** C'est une conscience très particulière parce que, même quand les Palestiniens présentent cela comme un argument pour défendre leur cause, ils partent, à mon avis, sur une fausse base, avec les prismes actuels. Ils prônent l'idée que la plurireligiosité serait une sorte d'expression de ce sentiment démocratique avant la lettre, sentiment pluriel et d'ouverture. En faisant référence aux trois fameuses religions monothéistes, c'est l'argument réel, remis au goût du siècle : « *Cette terre a toujours été plurielle, a toujours été une terre de tolérance, les gens se sont toujours ouverts les uns aux autres...* » Cela ressemble un peu au discours fictif qui a été tenu sur l'Andalousie : une espèce de discours idyllique et absolument idiot sur le plan historique, oui idiot ! Cette terre est ouverte, et il est vrai qu'il y a plus qu'une coexistence – j'ai presque envie de dire : une co-vie –, parce que ce ne sont pas des étrangers qui cohabitent : il y a une vie commune. Mais elle ne vient pas du fait que les chrétiens se sentiraient musulmans et juifs, ou que les juifs se sentiraient musulmans et chrétiens ou que les musulmans se sentiraient chrétiens et juifs... Elle vient d'un rapport au lieu, et, là, on revient à cette idée de la terre sainte : l'ouverture transite par un rapport très particulier au lieu. Ces gens savent qu'ils sont ou chrétiens ou juifs ou musulmans. Ils ont une conviction très forte non pas d'être les gens des trois religions, au sens syncrétique du terme, mais d'être des dépositaires des lieux avant d'être les dépositaires de ce qui s'est fait dans ces lieux. Et, à titre de dépositaires des lieux, tout ce qui est arrivé dans ces lieux est à eux !

Un deuxième élément a aussi beaucoup cristallisé ce sentiment : la Palestine est une terre-cible. On peut également se définir comme communauté si, sur des siècles, on se considère comme la cible de quelque chose, les juifs connaissent ce type de ciment... Cela dure depuis les croisades ! Cela délimite aussi un lieu qui est tout le temps sur la cible. Si on prend l'allégorie de la cible et de l'arc, avec ses cercles concentriques, les Palestiniens habitent sur la cible, pas à côté, et cela aussi renforce leur attachement à cette terre et au fait qu'ils constituent quelque chose entre eux, parce que, eux, sont, en tant que communauté, la cible de quelque chose.

S'y ajoute également le fait que les conquêtes n'ont jamais, en réalité, dissocié les communautés : un Palestinien, qu'il fût musulman – comme la plupart –, ou bien chrétien ou

juif, n'était pas bien vu par les croisés. Les chrétiens d'Orient étaient considérés comme une sorte de variante hérétique et bizarre par rapport au dogme central de la chrétienté latine. Les juifs – on le voit dans toutes les relations de voyages – sont très irritants pour les Occidentaux qui passent leur temps à dire : « *Ce n'est pas possible! Voyez à quel point ils ressemblent à des musulmans!* »... Des musulmans qui sont, bien entendu, les infidèles par excellence! Tout cela a fusionné et donné aux lieux, et, par conséquent, à ceux qui y vivaient, une pesanteur très particulière. C'est encore très présent, aujourd'hui, dans les poèmes de Mahmoud Darwich, par exemple. Un personnage traverse son œuvre en permanence : c'est le Christ. Dans cette œuvre énorme pour un poète d'à peine 60 ans puisqu'elle recouvre environ vingt-deux grands recueils, sans compter les travaux en prose, le Christ n'est pas invoqué à titre folklorique. Je repense à une chose qui faisait rire beaucoup de monde : quand Arafat dit que le Christ est un Palestinien, il en parle presque comme s'il était l'un de ses administrés! Bien entendu, c'est en partie destiné à faire plaisir à son interlocuteur chrétien, mais il y a quelque chose de plus profond et de très étrange : Arafat est convaincu que le Christ n'est pas seulement quelqu'un qui a vécu en Palestine, mais que c'est un citoyen palestinien qui relève de lui! C'est encore la même idée : « *Tout ce qui s'est passé là est à moi!* » C'est pour cela que les trois livres saints sont incroyablement présents dans la littérature comme dans toutes les formes d'expression en Palestine. Les musulmans palestiniens ne sont pas uniquement dans le discours coranique et ça, c'est très particulier.

Autre chose : la mission anglaise, la *Palestinian Exploration Found*, très militaire et coloniale, avec des visées de conquêtes, a fait un inventaire époustouflant des lieux à partir des années 1880. Elle a répertorié près de mille lieux de pèlerinage dont les saints célébrés étaient communs aux trois religions. Imaginez un tout petit pays, d'à peine trente-cinq mille kilomètres carrés, où ont été répertoriés quelque 980 lieux de célébration où l'on n'arrivait pas à déterminer si le saint célébré était juif, chrétien ou musulman! Par exemple, la plus grande fête des musulmans de Jérusalem, prétexte à des cérémonies magnifiques, est la fête de Nabi Moussa, celle du prophète Moïse : elle donne lieu à d'énormes processions vers la supposée tombe de Moïse qui se trouve en descendant de Jérusalem vers la mer Morte. Les filles de Jacob, comme les fils de Noé, sont célébrés par des fêtes musulmanes. Tout cela se mélange avec des saints chrétiens et des mystiques musulmans d'après la conquête. Mais cette fusion n'est pas syncrétique. C'est encore ce même sentiment que : « *Tout ce qui est arrivé sur cette terre-là, m'appartient aussi!* »

**A. S.** En même temps, pour en revenir à Darwich, sa force poétique est aussi une force politique...

**E. S.** Bien entendu. Mais c'est une force qui a existé de tout temps. Et d'ailleurs il l'assume entièrement et sait qu'il est quelque part la voix symbolique, et plus que symbolique, de son peuple. Mais ce qui est intéressant dans la trajectoire de son œuvre, c'est qu'elle est devenue de plus en plus politique à mesure qu'elle lui paraissait l'être de moins en moins. C'est-à-dire qu'avec les années, il s'est d'autant plus engagé que sa poésie était plus universelle. Il s'est

engagé en tant que poète. Ses poèmes ont un rapport très immédiat avec la situation et sont vécus comme tels par des millions de personnes dans le monde arabe. Or, plus il écrit des poèmes d'amour, plus il va vers une sorte d'universalité, d'humanisme, plus il acquiert un poids politique palestinien.

**M. R.** Il se passe exactement la même chose avec Victor Hugo. C'est au moment où il s'est engagé dans le combat politique, sous la Monarchie de juillet et le Second empire, qu'il a fait montre d'universalisme, un universalisme d'origine française, de même que Mahmoud Darwich tend à un universalisme d'origine palestinienne.

J'ai aussi une question : dans un pays ou chez un peuple qui souffre comme souffrent d'autres peuples, est-ce que la société civile accorde une place particulière à la jeunesse, à l'adolescence ?

**E. S.** Évidemment, c'est un pays d'adolescents, et c'est un point que cette société partage avec les autres sociétés arabes. Avec la première Intifada, le monde a découvert les adolescents et en a déduit que, soudainement, une espèce de bouleversement presque démographique survenait dans le champ politique palestinien, puisque tout d'un coup ces très jeunes garçons prenaient, eux, les choses en main. En réalité, cela a toujours été ainsi. J'avais moi-même fait dans les années 1960 et 1970 une tournée dans les bases des combattants palestiniens dans la vallée du Jourdain et au Sud Liban : il y avait quelques adultes, mais beaucoup d'adolescents. On sait pourquoi.

Pour ma part, je crois que les révolutions ont toujours été affaires de jeunes. Aujourd'hui, dans la société palestinienne, on retrouve une chose qui ne lui est pas propre, mais qui s'inscrit dans le vocabulaire. En arabe il existe en effet un mot, le mot *foutouah*, qui désigne la catégorie d'âge entre le début de la puberté et la première procréation. C'est une constante depuis des siècles : quand le groupe est attaqué, sa défense est assurée par cette catégorie-là. Les hommes qui ont procréé constituent plutôt une deuxième ligne de front, la ligne d'appui. L'avenir de la société repose non seulement sur la *chabiba*, la jeunesse, mais plus précisément sur cette *foutouah*. Le *fatah*, qui n'est pas simplement le jeune homme, mais celui qui n'est pas encore père, assure la continuité de la société et c'est à lui de se porter au front. L'Intifada, comme les bases de combattants, sont des illustrations de ce fait qui a toujours existé.

**M. R.** Dans tout le bassin méditerranéen, ne croyez-vous pas ?

**E. S.** Oui, on le voit dans l'Athènes antique, on le voit aussi dans toutes ses sociétés agraires méditerranéennes.

**A. S.** On parle beaucoup des destructions quotidiennes en Palestine par les Israéliens, destructions du tissu à la fois politique, matériel et social. Mais quelles sont les forces vives, celles qui tiennent devant ces destructions ?

**E. S.** Il y a des destructions terribles, mais je crois que la seule chose qui ne puisse être détruite, c'est le tissu social. Ce qui est détruit actuellement, ce sont tous les moyens





Famille, camp de Baqaa, Jordanie (UNRWA, années 1960).



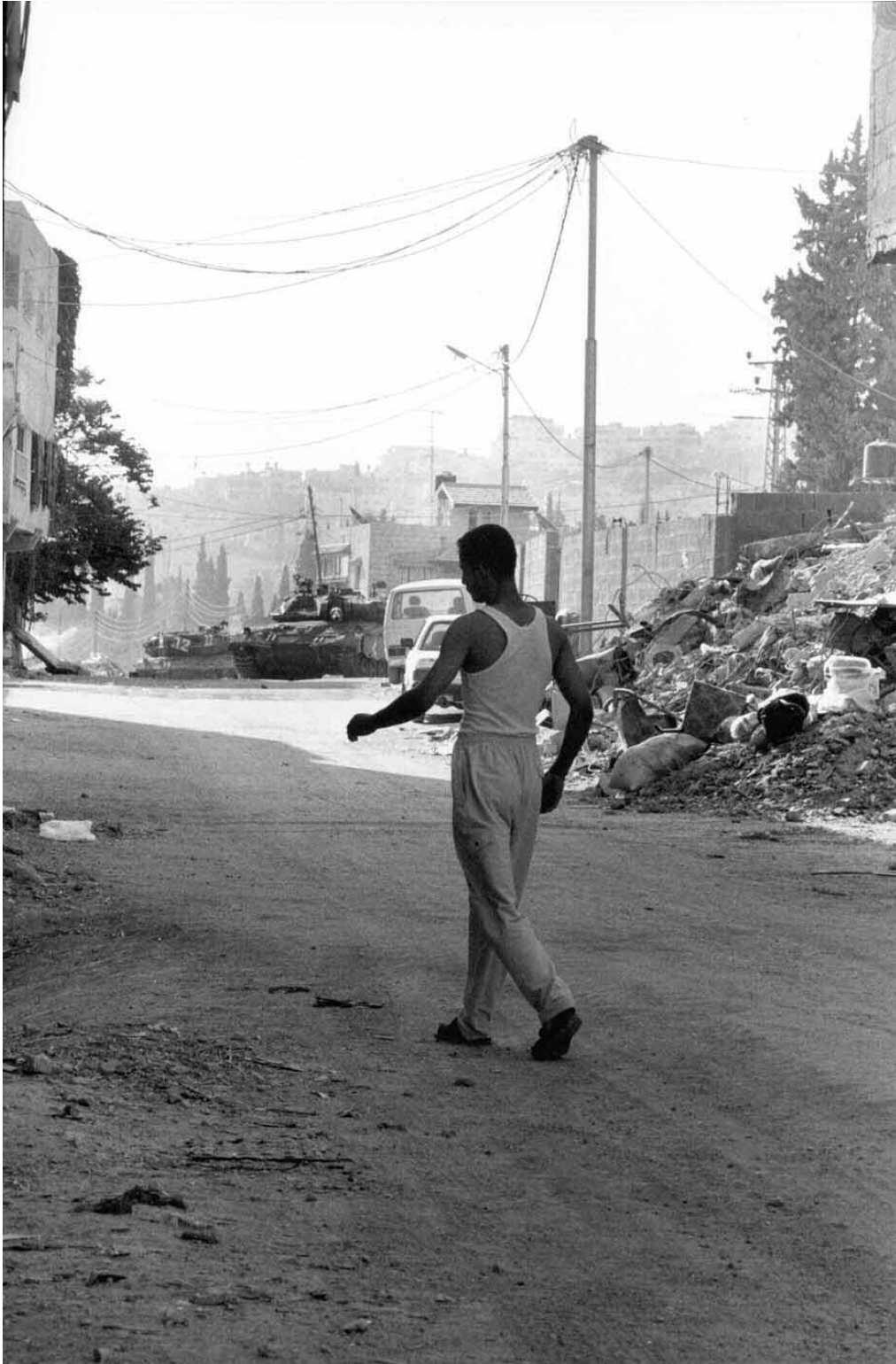


L'écolière au stylo, camp de Bir Zeit, Cisjordanie (UNRWA, années 1960).



La plage à Gaza, 1995. Photo de Joss Dray.





Le passant de Jénine, 2002. Photo de Joss Dray.

matériels, tout ce qui a été bâti, tous les outils, toutes les possibilités matérielles, techniques et même institutionnelles... Mais pas le tissu social. Au contraire, ce à quoi nous assistons en ce moment, c'est à un renforcement jamais vu du tissu social pour, précisément, pallier ces destructions. Cela se traduit par une consolidation de tout ce qui fait le traditionalisme de ce monde: les rapports anciens sont conservés à l'extrême, parce qu'ils deviennent des rapports de survie et d'identification du groupe. Par exemple, le côté clanique, qui a toujours été présent, se renforce parce que le groupe, maintenant qu'il a perdu ses institutions, sa police, les moyens qu'il avait développés récemment, revient vers ses mécanismes originels pour se sauvegarder. Voilà pourquoi je ne crois absolument pas qu'il y ait destruction du tissu social.

Mais, concernant ce tissu social, on ne peut pas faire de l'«anthropologie du dimanche» en disant que tel ou tel élément est *soit* moderne *soit* clanique. Autre chose existe entre les deux. Et cette société à forte connotation clanique a ses traits particuliers. La Palestine a, pendant quarante ans de lutte, développé de nombreux mécanismes qui s'apparentent à ce qu'on pourrait appeler une conscience de la société civile. Il y a, mêlées dans son tissu social, des trames qui relèvent du clanique, mais également des éléments absolument révolutionnaires, résolument d'avant-garde par rapport à toute la région. Quelque chose de très fort s'est développé dans le contexte du combat palestinien, c'est l'idée que: «*Nous avons notre mot à dire.*» Il est intéressant, par exemple, d'observer comment le Parlement palestinien fonctionne dans la bataille qui se déroule actuellement sur la question des détournements de fonds et le manque de transparence de certains responsables de l'Autorité. Pourtant personne n'en parle: tout le monde dit qu'il y a vol, mais personne ne suit la bataille totalement d'avant-garde menée au sein du Parlement pour imposer la réforme. Je ne vais pas comparer avec les autres pays arabes, mais avec l'Europe: le Parlement palestinien est le seul, à ma connaissance, qui ait publié dans les moindres détails les rapports de ses commissions d'enquête sur les détournements de fonds. Des rapports terribles, car dans une situation d'occupation, avec tout ce que les Palestiniens subissent quotidiennement, oser publier, pour sa société, un rapport qui démontre que certaines personnalités de l'appareil palestinien s'enrichissent avec la construction du Mur, c'est quand même énorme! Qui oserait faire ça? Dans une situation où la société est très fragilisée, où tout le monde dit «*Faites attention! N'en dites pas trop, vous faites le jeu de l'occupant*» – car cette sorte de chantage existe –, qui oserait publier cela et le diffuser en détail dans tous les journaux et sur internet?! Les Palestiniens ont lu sur leurs ordinateurs: «*Tel ministre touche une commission sur le ciment qui sert à la construction du Mur*». Ça démontre une certaine assurance!

**M. R.** Cela veut dire que le peuple palestinien sait qu'il est supérieur aux ministres!?

**E. S.** Et que ses parlementaires osent dénoncer la corruption. Ce n'est pas une chose banale!

**M. R.** En dehors des problèmes de corruption, l'action de ce Parlement est-elle connue?

**E. S.** Je veux revenir aux ministres eux-mêmes car, là encore, il ne faut pas être injuste: il existe des affaires de corruption et effectivement un certain nombre de personnalités crapuleuses, c'est sûr. Il est certain qu'Arafat s'est retrouvé piégé par ces personnages.

Le gros problème aujourd'hui, avec les personnages dont l'éviction est demandée dans ce rapport parlementaire, c'est qu'ils sont protégés, soit par la Jordanie, soit par l'Égypte, soit par les Israéliens, et très souvent par deux d'entre eux ou les trois à la fois. Lorsque Arafat a été affaibli, ils ont trouvé des protections plus solides pour continuer leur petit trafic. Cela dit, des malversations existent, des truands existent, mais on est en train – et Israël n'est pas absent de cette campagne – d'essayer de faire porter sur la totalité du gouvernement les exactions de quelques-uns. Et c'est terrible.

Le ministère des Affaires étrangères marche admirablement bien. À commencer par le ministre, Nabil Chaat. Ce ministère fonctionne comme un ministère en bonne et due forme. Je ne veux pas parler des gens, je veux parler de l'entité.

Le ministère de la Santé fait des prouesses dont personne ne parle. Nul ne réalise qu'il n'y a pas une seule image d'affrontement – on en voit tous les soirs à la télévision – sans qu'arrivent, même sous le feu, les ambulances. Se rend-on compte de l'action des ambulanciers depuis quatre ans? Sous les balles, tous les jours! Réalise-t-on qu'il n'y a jamais eu un problème avec les urgences, alors qu'on en est aujourd'hui à plus de cent vingt mille blessés – on parle des morts, mais les blessés, c'est aussi très lourd... – et qu'il n'existe aucun système d'assistance extérieure? Ce qui veut dire que le ministère prend en charge la totalité des malades, des blessés, etc., dans des conditions de circulation folles, puisqu'il y a à peu près neuf cents points d'interruption de circulation en Cisjordanie. Cela signifie qu'on arrête ces ambulances tous les quelques mètres et que, malgré ça, elles sont là en permanence. Il y a eu d'ailleurs pas mal d'ambulanciers abattus. Cela, personne n'en parle.

Quant à l'éducation, qui réalise quelle prouesse c'est de ne pas avoir interrompu la scolarité des enfants? L'an dernier, l'époque de l'équivalent palestinien du baccalauréat coïncidait avec une période d'affrontements un peu partout. Mais tout le monde a passé son bac, les copies ont été convoyées au domicile des correcteurs; et tout a été corrigé et rendu à temps pour les résultats! Cela veut dire quelque chose quand même! On refait actuellement les manuels. C'est tout ça, aussi, l'Autorité nationale.

Il y a aussi un quatrième ministère, dont personne ne parle, c'est le ministère des Finances, qui a fait l'objet de deux enquêtes extrêmement mal intentionnées. La première était une enquête de la Banque mondiale suscitée par de très fortes pressions américaines, quant au fait que les Palestiniens détournaient l'aide et qu'il fallait donc la tarir. La deuxième était suscitée par un député socialiste français du Parlement européen, très proche de M. Strauss Kahn, qui a fait un esclandre à Bruxelles en disant que l'argent de l'Europe était volé par ces gens, qu'il «avait à cœur le peuple de Palestine» et que l'aide européenne ne lui parvenait pas. L'Europe a alors envoyé une commission d'enquête, laquelle est revenue en disant qu'il n'y avait strictement aucun détournement, qu'on n'était pas en



train de voler l'argent européen. En fait ce que tous ces tuffes ne disent pas, c'est que les détournements sont l'œuvre systématique des voyous palestiniens et des voyous israéliens. Cela, Sharon ne le dit pas. Ils résultent de commissions sur des fournitures de biens – que ce soit de l'essence, du ciment, etc., qui ne peuvent venir que d'Israël – qui impliquent des hommes d'affaires israéliens, des intermédiaires israéliens (au rang desquels figurent, d'ailleurs, les fils de Sharon...) et des intermédiaires palestiniens. Personne ne parle de cela. Il ne faut absolument pas justifier la corruption de certains secteurs de l'Autorité palestinienne, mais on doit être très clair sur les responsabilités. Les réformes continuent à avancer et il faut rendre justice à ceux qui travaillent avec dévouement et intégrité dans des conditions apocalyptiques.

Quelles réformes? me direz-vous... Il y a deux volets. Le premier est évident: les parlementaires et la société demandent l'éviction immédiate des personnages malhonnêtes qui sont à certains postes de commande et leur transfert devant des cours de justice pour dilapidation et vol d'argent public.

Le deuxième volet des réformes, qui est très important, est de commencer une application très stricte de la séparation des pouvoirs. Il ne suffit pas d'écarter les corrompus. Car précisément, la corruption a été facilitée par le fait que l'Autorité ne pratiquait pas du tout la séparation des pouvoirs. Il est vital aujourd'hui que le Parlement ait le plein exercice de ses droits, et, surtout, que l'exécutif ne soit pas une sorte de bureau annexe du cabinet présidentiel...

**M. R. Y a-t-il jamais eu une vraie séparation des pouvoirs en Palestine?**

**E. S.** Non, mais la demande de séparation est ancienne. Et, si elle advenait, ce serait une avancée réelle.

**M. R. Cela aiderait-il les Palestiniens que nous mettions en avant la perspective de la séparation des pouvoirs en Palestine?**

**E. S.** Bien sûr. Il faudrait qu'elle se fasse réellement. Aujourd'hui le bras de fer entre le législatif et la présidence est celui-ci: «*Quel est ton territoire, quel est le mien? (moi Parlement, toi président).*» Ce qui bloque, c'est qu'à l'instar de tous les personnages historiques, Arafat est peu enclin à ce type de partage.

**A. S. Y a-t-il un rapport créatif entre des intellectuels de la diaspora et des cercles en Palestine?**

**E. S.** La liaison est permanente et nous ne sommes pas considérés comme «extérieurs». Il peut y avoir une concurrence d'ambition platement banale, parfois tel universitaire de l'université de Bethléem se demande pourquoi untel est consacré à l'université de Chicago, alors que lui aussi écrit sur le même sujet... C'est d'une banalité! Mais rien d'autre...

**M. R. La Revue d'études palestiniennes peut-elle servir de point de ralliement?**

**E. S.** Certainement. Elle est, sans être la seule, l'un des points de ralliement. Par exemple, nous avons été les premiers à être branchés à internet. Le courrier étant sous censure, dès que nous avons su qu'il y avait un moyen de

s'écrire sans passer par le bureau de poste israélien, on s'est immédiatement équipés! C'était un moyen de contourner la censure!

**M. R. Ce que vous diffusez sur vos réseaux n'est pas intercepté par les Israéliens?**

**E. S.** Même si ce l'est, ce qui nous intéresse c'est que ça arrive! Auparavant, une lettre censurée n'arrivait pas. Maintenant, on nous lit. En octobre 2004, mon essai *Figures du Palestinien* paraîtra chez Gallimard. Nous ne cessons pas nos efforts, mais il faut se rendre compte de la charge que cela suppose. J'ai 58 ans, j'ai commencé à 18. Je ne le regrette pas une seconde, mais c'est quand même lourd, quarante ans! Et ça continue. Nous sommes très peu nombreux finalement: nous sommes un très petit peuple, il ne faut pas l'oublier.

Pour faire la revue de A à Z (rédaction, mise en page, préparation de copie, maquette, couverture...) nous sommes trois! En France, nous sommes deux. J'ajoute que la revue a vingt-quatre ans et que pas une fois nous n'avons été en retard sur la date de nos offices! Tenir une date est un travail de fou, mais, dès le début, nous étions convaincus que le fait de la tenir faisait partie de la force politique de la revue: nous sommes là, quoiqu'il advienne! Cela a joué, même inconsciemment. Nous n'avons pas eu un jour de retard en vingt-quatre ans!

**M. R. La revue est un outil fondamental auquel je me suis abonnée dès le premier jour.**

**E. S.** Le numéro de la revue qui est sous presse rend hommage à Maxime Rodinson, qui a été un grand ami: nous sommes abasourdis qu'on ait si peu parlé de son travail et ce numéro lui est quasiment consacré. Mais peut-être faudrait-il que le thème central d'un numéro à venir porte sur le débat à propos de la réforme en Palestine...

**A. S. On a déjà parlé des forces de vie et des forces de mort. Y a-t-il un danger, avec le durcissement en Palestine, que les forces de mort et de sacrifice prennent le pas...?**

**E. S.** Je suis conscient de la dureté des temps, mais pourtant je ne suis pas du tout abattu. Je n'ai aucune inquiétude pour le peuple de Palestine, vraiment. J'ai une grande tristesse pour la souffrance qu'il endure, mais pas d'inquiétude. C'est un peuple qui est debout et on ne le casera pas comme ça! Par contre, mon grand sujet d'inquiétude et de tristesse profonde, c'est justement le fait que cette société, qui se bat depuis un siècle avec une fantastique ouverture à la vie, commence à être touchée par une culture de mort. Ce qui me peine le plus, c'est le fait que cette culture de mort est en train de se répandre dans la totalité du monde arabe – un peu moins en Palestine, mais en Palestine aussi. La guerre d'Irak a été un formidable levier pour cette maladie. Le cri «*Viva la muerte!*», qui a été durant la guerre civile espagnole un cri fasciste, est aujourd'hui, dans le monde arabe, en train de devenir un cri populaire. Cela ne veut pas dire que les Arabes deviennent fascistes, mais qu'ils sont en train de développer une sorte d'autodestruction terrifiante qui est la grande manifestation de leur impuissance: «*Ne pouvant rien faire, je me supprime.*» C'est terrible, et c'est mon grand sujet de tris-

tesse et pas seulement d'inquiétude, parce que nous ne connaissons pas cela, et que c'est en train de s'étendre.

**A. S.** Les forces de la culture peuvent être un antidote...

**E. S.** Elles le sont, mais il ne faut pas oublier que, dans cette balance, il y a, dans l'autre plateau, les bombardements, les chars, les liquidations quotidiennes, le chômage et la difficulté de vivre... Il y a aujourd'hui une rage d'impuissance très néfaste dans le monde arabe, et pas seulement en Palestine. Car les Palestiniens résistent malgré tout. Mais quand on pense à tout l'environnement arabe et qu'aujourd'hui deux cents millions de personnes avalent des couleuvres à longueur de journée : ils voient des choses, les subissent, fulminent, mais cela ne sort pas. La grande inquiétude est que, quand cela sortira, cela pourrait aller dans le mauvais sens. La marmite pourrait sauter et aller vers des dérives inimaginables, en raison de la rage et

de l'impuissance accumulées pendant des années... C'est ma grande inquiétude.

**A. S.** C'est un danger commun à la société palestinienne et à la société israélienne.

**E. S.** Absolument. Les Israéliens sont entrés de leur côté dans le syndrome de Samson : « *Je me suicide, mais je ferai écrouler le temple sur moi et mes adversaires.* » C'est très préoccupant.

**M. R.** Néanmoins, les Israéliens ont la conviction d'avoir la force avec eux...

**E. S.** C'est une ivresse illusoire !

**M. R.** Et ils ont le soutien des États-Unis, en plus...

**E. S.** Je crois que leur syndrome de Samson vient de cette idée qu'ils sont forts, alors qu'ils ne le sont pas, malgré les États-Unis.

Yasser Arafat en visite à Jénine après le siège, 2002. Photo de Joss Dray.





## George W. Bush va-t-il enfin se décider à entrer dans le conflit israélo-palestinien ?

Les élections qui ont eu lieu en janvier 2005 en Palestine avec l'arrivée de Mahmoud Abbas à la tête de l'Autorité palestinienne devraient en toute logique inciter George Bush à s'investir enfin dans le conflit israélo-palestinien. Alors qu'il avait reçu Ariel Sharon d'innombrables fois à Washington, en soutenant aveuglément sa politique la plus musclée, le président américain n'avait jamais voulu rencontrer Yasser Arafat qu'il passait son temps à accuser d'être le principal responsable de l'interminable conflit du Proche-Orient. Comme pour convaincre le monde du bien-fondé de ses positions passées, George Bush a immédiatement invité le nouvel élu à Washington. Faut-il en conclure qu'un nouveau processus de paix va s'ouvrir au Proche-Orient ? Voire.

### Une occasion « unique »

Dans un récent éditorial de l'*International Herald Tribune*, James Baker, qui fut l'habile chef de la diplomatie américaine sous la présidence du premier George Bush, adjure George W. Bush de ne pas se consacrer uniquement à la difficile situation en Irak et de saisir « l'occasion unique » que constituent la disparition d'Arafat et le prochain désengagement israélien à Gaza, pour se réinvestir dans les relations israélo-palestiniennes. Et James Baker donnait comme modèle les négociations entre Bill Clinton et Ehoud Barak qui devaient aboutir en 2000 aux accords de Camp David. Pas forcément un modèle pour les « Bushistes » pour lesquels Bill Clinton reste un contre-exemple absolu.

Les optimistes qui supputaient que, selon une certaine tradition, le deuxième mandat de George W. Bush serait plus « soft » que le premier, en sont déjà pour leurs frais. Un mois à peine après sa réélection triomphale, le président américain faisait comprendre qu'il n'avait aucune intention de changer une équipe qui gagne : le modéré le plus en vue, Colin Powell, est remplacé à la tête du département d'État par une dure entre les durs, Condoleezza Rice, ex-soviétologue et initiatrice de W. Bush aux arcanes de la politique étrangère. Le tant décrié Donald Rumsfeld, premier responsable de l'invasion de l'Irak à la chasse aux introuvables « armes de destruction massive », et dont certains espéraient la démission après le fiasco irakien, est confirmé comme secrétaire à la Défense. La CIA, couverte d'un opprobre injustifié pour ne pas avoir prévu l'attaque des tours de Manhattan, reste aux mains très peu qualifiées de Porter Goss, ami personnel du président, qui s'est surtout illustré jusqu'ici par le grand ménage qu'il a entrepris dans la vénérable institution.

En attendant d'autres nominations ou confirmations sûrement aussi « robustes », la chasse à l'ONU, vieille ennemie de la droite républicaine, reprend de plus belle avec une cible de choix : le secrétaire général en personne, Kofi Annan, à qui l'administration Bush n'est pas prête à pardonner ses prises de position musclées contre la guerre en Irak. Selon un jeune sénateur jusque-là inconnu, Norm Coleman, du Minnesota, le fameux contrat « Pétrole contre nourriture », destiné à subvenir aux besoins de la population irakienne en temps d'embargo, aurait été détourné, non seulement par Saddam Hussein, mais aussi par le secrétaire général en personne, à moins que ce ne soit par son fils.

### Des militants américains à la rescousse des colons

On peut craindre que, confortablement réélu, George W. Bush pense plus à se sortir du borbier irakien, qu'à se lancer dans une nouvelle entreprise pleine de risques. L'arrivée au pouvoir de Mahmoud Abbas ne garantit pas une transition tranquille vers la paix : deux mouvements activistes, le Hamas et le Djihad islamique, refusent de reconnaître les élections, et la guerrilla continue entre l'armée israélienne et les irréductibles palestiniens. Le mouvement des colons a annoncé *urbi et orbi* qu'il ne se laisserait pas chasser de la bande de Gaza. Aux États-Unis, plusieurs milliers de militants juifs, ou fondamentalistes protestants, qui partagent la même foi en Eretz Israël et comptent aussi parmi les partisans les plus enthousiastes de George Bush, se sont déclarés prêts à aller soutenir les colons.

Si, une fois de plus, l'espoir de paix est sérieusement menacé, il faudra beaucoup de courage et de détermination au président américain pour poursuivre le chemin qu'il vient de se fixer.

À moins que l'aggravation du « borbier » irakien ne le pousse à chercher un semblant de victoire ailleurs. Mais l'entêtement et le manque de vision du personnage peuvent permettre d'en douter.

Nicole Bernheim

# Destructions et résistances

Lors de la réunion organisée par «**Trop, c'est trop!**» le 29 mars 2004 à Paris, présidée par Marie-José Mondzain, sur le thème «Destructions et résistances», Shmuel Groag, architecte et urbaniste, membre de l'association israélienne Bimkom (*Planners for planning rights*), est intervenu sur le thème de la destruction et du cloisonnement de l'espace à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. À sa communication, dont on lira ci-dessous le résumé, a succédé celle d'Anne Brunswic, journaliste et écrivain, auteur de *Bienvenue en Palestine. Chronique d'une saison à Ramallah* (Actes Sud, 2004), qui a évoqué son séjour de quatre mois à Ramallah et a traité le thème «Vivre et résister en Palestine occupée». Nous publions ici la présentation de son livre ainsi que l'un de ses reportages, consacré à un exemple de résistance concrète de la société palestinienne, qui, à travers le portrait du pédagogue et militant des droits de l'Homme de Ramallah Refaat Sabbah, rend compte du travail de son association, le Centre de créativité des enseignants (*Teacher Creativity Center*, TCC).

## La planification à Jérusalem-Est et en Cisjordanie : un outil politique de contrôle de l'espace

par Shmuel Groag, architecte et membre de l'association israélienne Bimkom

Le principe «le maximum de territoires avec le minimum de population arabe» fonde le processus de planification de la région de Jérusalem et en Cisjordanie. En Cisjordanie, au fil des ans, 42 % de la terre a été considérée comme appartenant à l'État d'Israël, qui peut l'utiliser au nom des citoyens israéliens qui y résident, sans restriction aucune, y compris lorsqu'il s'agit d'établir des colonies. De manière générale, la politique de planification s'oppose totalement à un partage de l'espace entre les deux peuples, comme le démontre la barrière de séparation en cours de construction.

### I. La planification à Jérusalem et dans sa périphérie.

Au cours des trente-six années écoulées depuis 1967, le tissu de la ville de Jérusalem et des quartiers environnants a été radicalement modifié. La partie Est est interdite aux Palestiniens de Cisjordanie et le gouvernement israélien étend la partie juive en construisant un système de colonies satellites autour de la cité. Implantées en Cisjordanie, ces colonies constituent la «ceinture de Jérusalem» ou le «Grand Jérusalem».

En juin 1967, immédiatement après la guerre des Six-Jours, le gouvernement israélien a annexé 70 000 dunams (17 500 acres), s'étendant de la partie est de la ville jusqu'à sa partie ouest, et y a imposé la loi israélienne. Par ailleurs, il a annexé 6 000 dunams (1 500 acres), situés dans la partie jordanienne de Jérusalem, ainsi que des terres appartenant à 28 localités de Cisjordanie. Conséquences : Jérusalem a triplé de taille, devenant la plus grande cité israélienne, la composition de la population de la ville étant modifiée, la proportion de Palestiniens tombant à 27 % ; 69 000 résidents palestiniens étant assujettis à la loi israélienne sans jouir de la totalité des droits civiques.

Les annexions ont visé à «*obtenir le maximum de terri-*

*toires avec le minimum de population arabe*» conformément à la politique officielle. Cette tentative de gouverner un maximum de territoires, tout en instaurant des restrictions au développement de la population palestinienne de Jérusalem reste au centre de la politique de planification de Jérusalem-Est.

Dans le cas de Jérusalem, les trois grands principes de planification sont les suivants :

1. Dans le cadre du zonage urbain, qualifier la plus grande partie de la région, y compris les terrains rocaillieux et désertiques (40 % dans le cas de Jérusalem-Est) comme «espaces ouverts» ce qui les rend inconstructibles. Et, si un constructeur enfreint cette interdiction, le bâtiment sera détruit, même s'il l'érige sur un terrain qui lui appartient en propre.

2. Réduire le coefficient d'occupation du sol à 25-50 % dans les zones occupées par les Arabes alors que ce coefficient est de 120 % et plus dans les quartiers juifs.

3. Imposer des restrictions sur les permis de construire et le déroulement des travaux.

### Trois cercles de développement

La planification des colonies dans la région de Jérusalem prévoit trois cercles de développement.

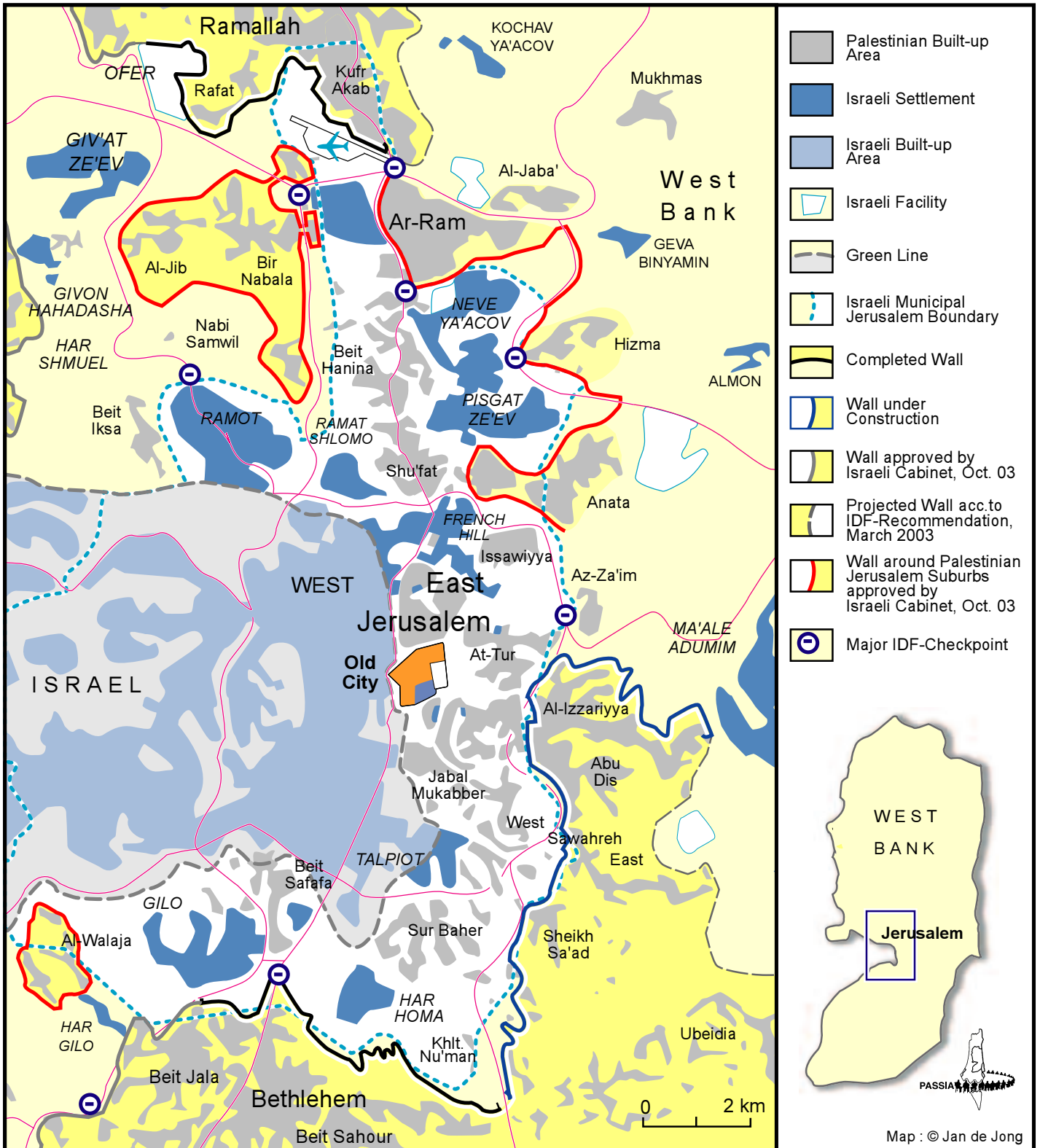
1. Le premier cercle comprend les sept colonies qui ont été construites à l'intérieur des limites municipales, sur des terres qui ont fait l'objet de confiscation à Jérusalem Est : Gilo, Armon Hanaziv, French Hill, Ramot Eshkol, Ramot, Neve Yaacov et Har Choma.

2. Le deuxième cercle est constitué par les colonies construites en Cisjordanie, non loin des limites municipales de Jérusalem : Maale Adumim et Givat Ze'ev.

3. Le troisième cercle de colonies, qui commence à rejoindre le deuxième, inclut plusieurs colonies, notamment : Givon, Adam, Kochav Yaacov, Kfar Adumim, Kider, Kedumim, Efrat, Beitar Illit et Gush Ezion. À l'heure actuelle, les autorités planifient la construction d'une nouvelle ville, dénommée Gvaot.



# La région de Jérusalem et le Mur (décembre 2003)



### **L'exemple de la colonie de Maale Adumin**

Maale Adumin, construite à l'est de Jérusalem et qui coupe la Cisjordanie en deux, compte 25 000 résidents. Sa superficie de 53 000 dunams allant de Jérusalem à Jéricho, est supérieure à celle de la municipalité de Tel-Aviv !

Le plan d'expansion sur 12 000 dunams prévu pour Maale Adumin limite les possibilités de développement de Jérusalem-Est et des localités palestiniennes avoisinantes. Tel est le cas, par exemple, d'Anata, d'Azaria et d'Abu-Dis, cités surpeuplées où la densité de population dépasse une personne pour 100 mètres carrés alors qu'elle n'est que d'un habitant pour 2 000 mètres carrés à Maale Adumin.

Dans le cadre du plan concernant la Région E1, les futurs résidents juifs disposeraient de tout un éventail de services : université, centre hôtelier, parc industriel d'un million de mètres carrés constructibles, cimetière et même décharge d'ordures. En revanche, il est impossible aux Palestiniens des localités voisines de développer ne serait-ce qu'une seule zone résidentielle !

## **II. La planification en Cisjordanie.**

Comme le montre la carte de la division de la Cisjordanie en régions A, B et C résultant des accords d'Oslo, elle est transformée en quelque chose qui ressemble davantage à un gruyère qu'au territoire d'un État souverain normal. Les Palestiniens doivent vaquer à leurs occupations quotidiennes sans disposer d'aucune continuité spatiale, chaque localité fonctionnant comme une entité séparée, les zones ayant fait l'objet de « fermeture » ou d'« encerclement ».

La zone A représente 18,2 % de la Cisjordanie et englobe la plupart des villes, où vit la majorité de la population. La zone B – qui regroupe principalement les grandes localités agricoles situées à la périphérie des villes – couvre 22,8 %. L'Autorité palestinienne contrôle totalement la planification et les constructions dans ces deux zones. En revanche, c'est Israël qui exerce ce contrôle dans la zone C, laquelle représente la plus grande partie de la Cisjordanie, soit 60 % du territoire.

Les stratèges israéliens de la planification considèrent la zone C comme inhabitée et comme une réserve foncière, utilisable notamment pour l'expansion des colonies, la construction d'autoroutes, l'implantation de bases militaires et la création d'activités agricoles. Les 123 colonies officielles et les 105 colonies sauvages qui y sont implantées abritent environ 200 000 colons, chiffre qui s'ajoute aux 180 000 Juifs résidant à Jérusalem-Est.

Selon la doctrine dominante, à l'heure actuelle, cette zone vide appartient aux Israéliens... Et, de fait, au fil des ans, 42 % des terres de Cisjordanie ont été considérées, sur le plan juridique, comme propriétés publiques, l'État (d'Israël) étant, à ce titre, autorisé à les utiliser au nom des résidents juifs sans restriction aucune, en particulier lorsqu'il s'agit de planifier et d'établir des colonies. Parmi les méthodes les plus utilisées pour contrôler légalement la terre, on peut citer l'occupation de terrains pour des motifs militaires, l'octroi d'une aide pour faciliter l'acquisition de terres par des intérêts juifs et, enfin, l'utilisation très large de la législation ottomane de 1858. En vertu de

celle-ci, une terre n'ayant pas été cultivée depuis trois ans ou bien « hors de portée de la voix des habitants du village le plus proche » est considérée comme appartenant au sultan. Sachant que, dans le cas présent, le sultan est l'État d'Israël, représenté par le Commandement militaire de Cisjordanie, cette notion de terre d'État est devenue le critère de base invoqué pour établir 90 % des colonies. À terme, elle permettrait de tripler le nombre de colons.

### **Le sort des villages palestiniens de la zone C**

Les villages palestiniens de la zone C, où vivent 60 000 personnes, n'ont aucun statut municipal et ne font intentionnellement l'objet d'aucune planification. Ils ne peuvent se raccorder au système d'alimentation en électricité, agrandir les écoles ou obtenir des permis pour construire de nouveaux bâtiments.

Tel est le cas du village palestinien de Nebi Samuel, site sacré considéré comme celui où le prophète Samuel aurait vécu. Nebi Samuel, qui existe depuis plus de 400 ans, ayant été déclaré réserve naturelle, les villageois ne sont plus autorisés à construire de nouvelles routes ou de nouveaux bâtiments. Il leur est également interdit de construire une nouvelle école, celle qui existe ne comportant qu'une seule classe (sans toilettes), ce qui oblige les instituteurs à accueillir les enfants par roulement. Quelle différence avec la situation prévalant dans la colonie voisine de Har Shmuel !

## **III. La « Barrière de séparation »**

La notion de barrière instaurant la séparation et la ségrégation fait partie de la réalité israélienne. Comme le disait Ehud Barak, « *Nous sommes ici et ils sont là-bas* ». L'une des applications est la construction, en Cisjordanie, d'un système de routes séparées pour les Israéliens et les Palestiniens. Une autre est la construction du Mur ou « Barrière de séparation », conçue pour devenir une frontière. Longue de 660 kilomètres, soit le double de la ligne verte, elle affectera 210 000 Palestiniens, vivant dans 67 villes et villages : elle séparera 36 villages de leur zones de cultures, isolera 13 localités palestiniennes qui se retrouveront à l'ouest du tracé et créera 5 enclaves tout en encerclant totalement Qalqilya, ville palestinienne de 40 000 habitants.

Son tracé d'est en ouest enfermera les Palestiniens de Cisjordanie dans les limites d'un territoire équivalent à 40 % de la surface d'origine. Cela est conforme aux déclarations d'intention du premier ministre Sharon quant à la superficie du futur État palestinien temporaire qu'il reconnaît nécessaire et ressemble à la première carte présentée par Ehud Barak à Camp David.

Quant au tracé de la barrière à l'est de Jérusalem, il vise à enclaver les localités avoisinantes, A-Ram, Anata, Bethany (Azaria) et Abu Dis, en les séparant de la cité et de la Cisjordanie à l'est. Tout cela dans le but de ne pas entraver le développement planifié de la colonie de Maale Adumin. Si cette « solution » était appliquée, Jérusalem-Est ne pourrait pas se développer et devenir la capitale de l'État palestinien. Elle resterait un quartier résidentiel pauvre, encerclé par des barrières. ■

# Un exemple de résistance de la société palestinienne, portrait d'un pédagogue : Refaat Sabbah

par Anne Brunswic, journaliste et écrivain

Directeur du Centre de créativité des enseignants, Refaat Sabbah est un militant de l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté. Persuadé que la démocratie est aussi nécessaire à l'école qu'à la cause de la libération nationale, il consacre tous ses efforts à promouvoir les valeurs civiques au sein même des écoles palestiniennes. Pour lui, « *la démocratie doit être au cœur de l'école et de la société en Palestine* ».

« *La violence ne doit pas devenir une valeur dans notre société. C'est pour proposer d'autres voies de résistance que nous avons créé avec quelques collègues hommes et femmes le Centre de créativité des enseignants (Teacher Creativity Center, TCC).* » Refaat Sabbah, 39 ans, ancien professeur d'arabe, a fixé à la porte de son bureau le portrait souriant de Nelson Mandela. De grande stature, en chemisette claire, sans barbe ni moustache, affable, souriant, l'homme respire une sérénité qu'on rencontre rarement à Ramallah. Une modestie aussi. Tout directeur qu'il est, c'est lui qui prépare le café pour ses hôtes qu'il reçoit dans un bureau sans fioriture, largement ouvert aux visiteurs et aux membres de l'équipe.

Situé dans un étage élevé d'un immeuble du centre-ville, le local ouvre sur des collines à perte de vue. Si Refaat Sabbah semble un homme tranquille, la vie de l'association ne l'est pas toujours. Ses locaux ont été visités par les soldats israéliens lors de l'opération Rempart (qu'on appelle ici l'Invasion de 2002) ; ils se sont contentés de faire sauter la serrure d'entrée à la mitrailleuse, de tirer dans toutes les vitres, de terroriser le personnel et de répandre par terre le contenu du moindre dossier, dommages relativement mineurs en comparaison de ceux qu'ont subis la plupart des administrations publiques. Seule trace encore visible de cette visite, la grosse soudure bricolée sur la porte d'entrée à l'endroit des impacts de balles.

Le champ d'action de TCC, c'est le système éducatif palestinien (les établissements publics, privés et administrés par l'ONU), mais aussi les parents d'élèves et les municipalités. Depuis 1995, date à laquelle l'association s'est constituée, Refaat Sabbah a consacré la meilleure part de son temps à inventer de nouveaux moyens de diffuser les valeurs civiques. « *Pendant la première Intifada, je me suis rendu compte que notre société tolérait de plus en plus la violence. Cela se vivait aussi à l'école dans les rapports des élèves entre eux ou avec leurs professeurs. La lutte de libération nationale semblait autoriser toutes les violations des droits de l'homme, de la femme, de l'enfant, la suspension de toutes les libertés individuelles. J'ai d'abord cherché seul des solutions dans ma classe et au sein de mon établissement. Tout le monde me prenait pour un fou. Puis, nous nous sommes retrouvés ensemble avec quelques collègues et peu à peu nous avons trouvé des financements pour développer les activités de notre association.* »

Huit ans plus tard, TCC est devenue une association comptant quatorze permanents et des centaines de bénévoles dont le bilan d'activité est impressionnant. Elle a formé des formateurs de formateurs qui, de proche en proche, ont organisé des stages pour 30 000 enseignants et cadres de l'éducation sur les 44 000 que compte la

Palestine occupée (Cisjordanie et Gaza). Les formations théoriques et pratiques portent essentiellement sur la mise en œuvre d'une pédagogie des droits de l'homme dans la gestion de la classe et des établissements : tout le contraire d'une éducation civique qui se contenterait d'énumérer des droits et des devoirs. Ce programme de généralisation soutenu par le ministère de l'éducation palestinien a été financé par le Royaume-Uni. D'autres activités reçoivent des financements de la Fondation Ford, de l'Union européenne, de la Fondation européenne pour les droits de l'homme ou d'organisations non-gouvernementales canadiennes comme Oxfam.

Refaat Sabbah est persuadé que les valeurs ne se transmettent que par l'exemple. Qu'il s'agisse du respect de l'autre ou du respect de la loi, les enfants ne peuvent assimiler ces principes que s'ils sont mis en pratique quotidiennement dans l'école. « *Notre système éducatif est dictatorial. Les enseignants pensent que leur rôle est de transmettre des informations, de les répéter et de les faire mémoriser et stocker. Dans ce système, les profs s'ennuient autant que les élèves et tout le monde fuit l'école. Nous voulons la faire aimer. Ce qui nous a réunis ici au TCC c'est que nous sommes persuadés que la liberté est au cœur de tous les apprentissages. Sans démocratie, sans développement de l'esprit critique, il n'y a pas de créativité. Si l'école est un milieu étouffant qui ne vit que sous la contrainte, rien de bon ne peut en sortir, pour personne. Et encore moins pour les enfants qui vivent dans les conditions les plus difficiles.* »

L'action de TCC ne situe pas directement dans le champ de la politique, ce qui ne veut pas dire que les préoccupations politiques lui soient étrangères. « *La société israélienne, explique Refaat Sabbah, pratique davantage en son sein la démocratie et la transparence que la nôtre. Dans sa confrontation avec nous, cela lui donne un avantage. Notre cause ne peut l'emporter que si notre société s'approprie réellement les droits de l'homme, si elle respecte l'autre, la femme, l'enfant, les plus faibles, si elle reconnaît le droit pour chacun de participer à égalité au développement du pays. Une victoire remportée sans la démocratie ne pourrait déboucher que sur une dictature comme on en voit partout chez nos voisins arabes.* » Ce message, l'association TCC l'a porté dans de nombreuses réunions à l'étranger, notamment dans le cadre du Forum social mondial. Elle l'a porté aussi en Israël où des liens avec les organisations syndicales d'enseignants ont pu se développer, au moins jusqu'en 2000.

En partenariat avec le ministère de l'Éducation palestinien, l'association TCC a réalisé un manuel d'éducation civique destiné aux maîtres diffusé à 9 000 exemplaires. Il contient cent activités et jeux éducatifs pour promouvoir les droits de l'homme et combattre le racisme, le sexisme,



l'intolérance, l'irresponsabilité, le mépris de la loi et de l'intérêt public.

Mais, dans les conditions actuelles de la Palestine occupée, la priorité est d'éloigner les enfants de la violence directe. « Nos garçons sont tentés de s'approcher des check points, d'affronter les soldats ou les colons à coups de pierre. Nous disons aux parents qu'ils doivent absolument tenir leurs enfants jusqu'à 18 ans à l'écart de tout cela. Nous insistons beaucoup sur le droit de chaque enfant à vivre et à protéger sa propre vie. Nous sommes allés à Jénine cette année tenir une conférence sur ce thème et franchement, nous redoutions un accueil très négatif. Après les destructions et les horreurs que la ville a subies en avril 2002, notre message non-violent risquait d'être très mal compris. Pourtant, c'est très exactement le contraire qui s'est produit. Les autorités municipales et les partis politiques nous ont apporté leur soutien. Cela nous a permis de conduire 85 ateliers (accueillant chacun 50 parents) centrés sur la création de formes alternatives de la participation à la résistance. »

Une autre expérience dont Refaat Sabbah est particulièrement heureux est ce camp d'été que TCC a organisé cette année pour 120 enfants (8-13 ans) de Jénine. « Au début, les enfants étaient apathiques, apeurés, agressifs. Ils des-

laient du sang. Peu à peu, grâce à tous les jeux que nous avons mis en place, leur comportement a changé, et leurs dessins aussi. Ils ont créé des affiches où ils représentent les enfants palestiniens au milieu de tous les enfants du monde, des Chinois, des Africains mais aussi des Juifs. Il est essentiel qu'ils apprennent à voir au-delà de la Palestine et du monde arabe toute l'humanité. Le camp s'est terminé par un spectacle entièrement conçu et monté par les enfants eux-mêmes auquel beaucoup de parents et d'habitants ont assisté. » À Ramallah, un camp similaire a réuni le mois suivant 146 enfants.

Depuis qu'il est devenu le directeur de TCC, Refaat Sabbah n'enseigne plus, ce qui lui manque un peu. Mais, explique-t-il, avec ses deux enfants, il met en pratique les principes éducatifs de l'association. « Je veux aussi que mes enfants soient propres intérieurement. Si à la maison, je les entends dire quelque chose contre les Juifs, je ne le laisse pas passer. Je leur rappelle que Gayle, la femme d'un de nos meilleurs amis est juive. Comme mes enfants l'adorent... » Il est trois heures de l'après-midi et c'est justement l'heure pour Refaat d'aller chercher ses enfants à la sortie de l'école.

Renseignements : [teachercc.org](http://teachercc.org)

Contacts : [tcc@teachercc.org](mailto:tcc@teachercc.org)

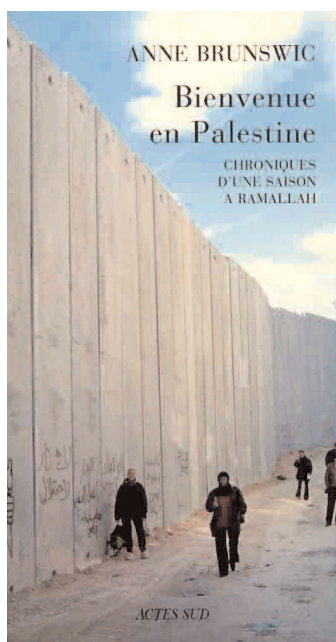
00 972 2 295 99 60

---

**Anne Brunswic,**

## ***Bienvenue en Palestine. Chronique d'une saison à Ramallah***

(Actes Sud)



Sur la couverture, la photo d'un mur formé d'éléments verticaux, juxtaposés. Au pied du mur, l'auteur du livre, quelques passants aussi. Entre la taille des humains et la hauteur du mur la disproportion est écrasante. Ce mur a-t-il été construit pour protéger les uns ou pour humilier les autres? Humiliation, le mot revient constamment dans la bouche des Palestiniens nombreux avec lesquels Anne Brunswic est entrée en conversation. Les difficultés (litote!) économiques, sociales, sanitaires, scolaires sont vécues comme des humiliations infligées par la puissance occupante. De ces humiliations quotidiennes naît le désespoir: « le désespoir, c'est tout ce qui nous reste... » dit Liza, une jeune femme. D'où un vivier de kamikazes. Les Palestiniens rencontrés par Anne Brunswic sont loin d'être unanimes en ce qui concerne les attentats kamikazes: moralement inacceptables, contre-productifs en termes politiques pour beaucoup. Mais personne pour penser que l'on puisse y mettre fin autrement que par la fin de l'occupation militaire et de la colonisation. Pour d'autres, « ils atteignent profondément la société israélienne, ruinent le tourisme, minent le moral des Israéliens ».

Anne Brunswic dresse de la société palestinienne un tableau différencié. Il y a des riches et des pauvres en Palestine, une élite cultivée qui a beaucoup erré de par le monde, « on entend parfois dire que les Palestiniens sont les juifs de notre époque ». Le niveau d'instruction moyen est élevé. Les différences entre traditions religieuses perceptibles. Il peut y avoir des individus tentés par la collaboration avec l'occupant. Mais il n'y a pas un secteur de l'opinion tenté par la collaboration. C'est dire l'impasse où s'est enfoncée la politique israélienne. L'auteur, sans conclure, ne dissimule pas son pessimisme. 63 % des Israéliens sont favorables au mur et à son tracé. Une majorité de Palestiniens qui ne croient plus en une solution négociée donnant vie à deux États indépendants.

Anne Brunswic conclut son beau livre sur Said, « le plus vieux prisonnier de Palestine », 27 ans dans les geôles israéliennes. Sa vieille mère ne cesse de l'attendre: « Elle n'a plus l'éternité », dit Anne Brunswic.

**Alain Rony**

# Un pays au service de l'armée

La réunion organisée par « **Trop, c'est trop!** » le 27 avril 2004, à Paris, sous la présidence d'Étienne Balibar, était consacrée à la militarisation de la société israélienne. Talila Koch, de l'association féministe israélienne *New profile*, est intervenue sur le thème « Éduquer contre la militarisation » et Alain Joxe, chercheur, spécialiste des questions de défense, a traité de « l'appui du "pionniérisme" américain au militarisme israélien ». Nous publions ci-dessous leurs interventions, ainsi que l'appel qui, sur la proposition d'Étienne Balibar, a été adopté par les participants à la réunion.

## Contre la militarisation de la société israélienne

par Talila Kosh de *New Profile*

*New Profile* est un mouvement féministe qui porte un regard critique sur la situation socio-économique en Israël, notamment sur la militarisation profonde de la société israélienne. S'il travaille pour la paix, c'est un mouvement dont la paix n'est pas l'objectif, mais qui pense que l'important est d'agir sur la société israélienne et qu'en agissant ainsi nous avancerons vers la fin de l'état de guerre dans la région. C'est donc un groupe dont les projets et les activités sont dirigés vraiment vers notre société.

Le terme *New Profile* exprime à la fois notre engagement pour un profil civil de notre société et aussi pour un nouveau profil militaire : celui de l'objection de conscience, qui a un statut vaguement légal en Israël, mais qui n'est ni reconnu ni mis en application. Dans l'armée israélienne, ceux qui refusent de s'engager et se déclarent objecteurs de conscience ou pacifistes sont définis comme des gens ayant de graves problèmes psychologiques. Nous voulons créer une société qui ne confonde pas les maladies mentales et la conscience.

Le groupe a été créé en 1998 dans le but de démilitariser la pensée et la culture de la société israélienne. Nous sommes très peu nombreux, assez marginaux, considérés comme un groupe très radical ; c'est un groupe féministe mais nos membres sont des femmes et des hommes, surtout des jeunes. Tout le travail que nous faisons est un travail bénévole, nous n'avons pas de locaux, pas d'équipements, et faisons tout à partir de nos ordinateurs, de nos téléphones, de nos fax et de nos domiciles.

Pour évoquer le militarisme en Israël, je commencerai par citer l'éloge funèbre que Moshe Dayan a prononcé à l'enterrement d'un soldat qui s'appelait Roli Rotberg, mort dans la guerre de 1956 (celle de l'expédition de Suez), une guerre qui n'était pas une guerre défensive mais une guerre offensive organisée par la France, l'Angleterre et Israël :

*« Ce n'est pas aux Arabes de Gaza mais à nous-mêmes que nous devons demander des comptes sur le sang de Roli. Nous devons en tirer un bilan ici et maintenant. Nous sommes une génération de colons. Sans un casque de métal et la gueule d'un fusil nous serons incapables de planter un arbre et de construire une maison. Ne nous laissons pas intimider par la haine qui dévore des centaines de milliers d'Arabes qui nous entourent. Ne nous laissons pas détourner le regard pour que nos mains ne soient pas affaiblies. C'est le destin de notre génération, la seule façon de survivre : être préparé et armé de telle sorte que le glaive ne nous tombe pas des mains et que notre vie ne nous soit pas retirée. »*

Deux générations ont passé depuis que Dayan a prononcé ces mots et les mêmes mots sont encore prononcés dans des occasions similaires. Les postulats de base qui les sous-tendent n'ont pas changé :

1. Notre existence n'est pas sûre : les Arabes, tous les Arabes, nous haïssent.

2. Les choses sont ainsi : c'est inévitable. Nous sommes nés dans cette situation dont nous n'avons pas le contrôle. Tout

ce que nous pouvons faire, c'est de protéger nos vies et ce n'est possible que par la force militaire. Nous devons être une société mobilisée. La vie civile qui est de construire un foyer et de planter un arbre ne peut exister si nous ne continuons pas à tenir nos fusils à la main, elle repose sur les armes. Tous les objectifs sociaux concourent au but ultime : protéger nos existences. Nous devons accepter la perte de vies humaines comme un sacrifice nécessaire, exigé pour poursuivre notre existence.

Dans un article très intéressant, l'historien israélien qui cite cet éloge définit ainsi le militarisme en Israël : *« Le militarisme en Israël est le principe d'organisation le plus important selon lequel la société israélienne vit, se développe, définit ses frontières, son identité et les règles selon lesquelles elle agit ».*

Avant de venir, mon père m'a dit quelque chose que je lui ai promis de vous répéter – ce n'est pas simplement pour régler mes comptes avec mon père, mais je pense que sa remarque est une bonne introduction à mon propos car elle aide à comprendre comment les gens en Israël sont vraiment endoctrinés par cette pensée militariste. Mon père, qui a 79 ans, m'a dit qu'il soutient nos activités mais, en même temps, il est un peu mal à l'aise, alors il m'a dit : *« J'aimerais que tu leur expliques aussi pourquoi on est obligé d'être militariste, pourquoi on n'a pas le choix »...*

Le militarisme en Israël est un militarisme culturel et social. La pensée militaire a envahi l'esprit collectif tant structurellement que culturellement. Le militarisme israélien obscurcit de façon évidente la frontière entre les civils et les militaires. Il opère indirectement, insidieusement, afin de se rendre plus acceptable. J'aimerais vous en donner quelques exemples. D'abord l'armée est un symbole culturel de la communauté et fonctionne comme un agent majeur de la construction de l'identité collective. Être israélien signifie forcément être ou avoir été un soldat. À ce titre, c'est l'armée qui définit les membres de la communauté et leur statut social. Une telle pensée militariste rejette ceux qui ne sont pas définis comme membres de la communauté, qui sont en marge de la société : les citoyens arabes d'Israël et tous ceux qui ne passent pas par l'armée.

Ensuite, la culture israélienne glorifie l'armée. La société encourage les journées de commémoration régulières, les mémoriaux, les livres destinés à revivifier la mémoire des guerres et de leurs victimes, tandis que la culture célèbre le processus de deuil et la mort pour le salut de la mère patrie. La vie sociale israélienne regorge ainsi de manifestations et d'événements culturels consacrés à l'armée. Les militaires, et particulièrement les officiers des unités de combat, jouissent d'une excellente réputation dans la société israélienne ; les anciens officiers et plus encore les anciens officiers des unités de combat sont reçus à bras ouverts dans les postes de direction. De tels hommes dirigent la société israélienne, ils forment l'élite sociale, économique et culturelle du pays. La société civile israélienne est, en fait, dirigée par des officiers en retraite de l'armée. Ils sont responsables de maisons pour personnes âgées, d'écoles

– spécialement les plus prestigieuses –, d’institutions académiques, de banques, d’organisations financières et de projets culturels. Lors des élections légales et parfaitement démocratiques, leur prestige social les projette à des fonctions politiques importantes : à la direction des partis politiques, au Parlement, à des fonctions ministérielles, voire même à celle de premier ministre. Les ex-généraux, habillés impeccablement en civil, sont élus démocratiquement pour diriger le pays malgré leurs échecs sociaux et politiques accumulés (voir Sharon).

En fait, en Israël, un beau passé militaire est un ticket d’entrée dans une belle carrière financière et politique, un moyen rapide et facile de grimper les échelons de la société. La militarisation affecte aussi profondément l’économie. Non seulement Israël produit actuellement une grande partie des armes dont il a besoin, mais c’est un des principaux exportateurs mondiaux dans ce domaine. L’industrie militaire en Israël est le plus important de tous les secteurs industriels du pays, et l’armée est l’employeur prépondérant. Elle est autorisée à jouer un rôle de formateur dans les programmes et la politique éducative ; elle a un accès libre au système éducatif, qui devrait être une institution civile indépendante. Les soldats femmes qui n’ont qu’une formation militaire sont utilisées dans le système éducatif comme enseignantes ; ainsi, des femmes militaires, souvent en uniforme, enseignent à de jeunes élèves dans les écoles élémentaires. Un autre phénomène banal est la visite d’écoles par le personnel de l’armée, et vice versa. Tout cela au nom de la préparation au service militaire. Ces projets instillent chez les jeunes un empressement à s’engager et les incitent à percevoir le service militaire – spécialement dans des unités de combat – comme un exploit social, une réalisation de leurs possibilités et de leurs personnalités.

Quant aux activités de notre groupe, je vais donner quelques exemples des projets que nous menons en Israël ; mais je répète que tout ce que nous faisons est à petite échelle, que nous sommes très mal vus, nous travaillons dans un environnement assez hostile – il nous est très difficile de pénétrer dans une école, alors que les militaires y ont un accès libre et direct. *New Profile* s’efforce de rendre visible la militarisation profonde de la société israélienne en expliquant les manières dont la pensée militariste s’insinue dans la société, ainsi que la zone confuse qui existe entre citoyenneté et militarisme en Israël. Par son action féministe, *New Profile* demande un changement radical du mécanisme social qui fait que la guerre est non seulement une possibilité mais une normalité et, dans certains cas, la génère. Le groupe insiste sur le lien entre le processus de militarisation et les choix politiques de nos leaders dans les conflits avec les Palestiniens, qui sont principalement des actes de la force militaire. Notre principal argument est que nous ne sommes plus un État avec une armée, nous sommes devenus une armée avec un État, un pays dans lequel l’institution militaire a pris d’énormes proportions. Nous croyons qu’une telle structure doit justifier son existence et son coût prohibitif à la fois en termes d’argent et en vies humaines. Une telle structure fabrique et encourage une réalité dans laquelle elle apparaît nécessaire, incontournable, et ne laisse aucune place à une quelconque alternative. L’existence d’une puissante machine militaire repose sur l’état de guerre, sur le sentiment d’une menace existentielle continue.

Notre premier champ d’action est l’influence du militarisme sur les femmes. Nous essayons de rendre visible la relation entre le fait que les femmes ont un statut inférieur, qu’on les fait taire et les relègue aux marges, et le fait que la guerre soit la norme. Les femmes sont maintenues loin du pouvoir et sans réelle égalité avec les hommes. Même si les femmes israéliennes servent aussi dans l’armée, leur statut y est inférieur. La grande majorité des femmes, évidemment, n’est pas affectée aux unités de combat et ce statut inférieur affecte ultérieurement aussi leur statut civil. Sur ce plan, notre travail consiste à accroître l’aptitude des femmes à percevoir leur situation infé-

rieure dans une société militariste et, par ailleurs, à développer leur conscience quant à la façon dont elles coopèrent involontairement au militarisme en participant à un système éducatif qui intègre celui-ci et aussi comment prendre en charge leur capacité à refuser d’agir comme on leur dit de faire.

Pour donner un exemple actuel, nous participons à un projet dirigé par le lobby des femmes en Israël – une institution reconnue et qui organise des projets de formation pour des femmes qui veulent accéder à des postes de direction. Nous avons proposé une intervention dans ce projet de formation sur « les femmes et le militarisme » et ce qu’on peut envisager comme une autre direction politique et sociale pour le pays.

Le deuxième champ d’action, qui est vraiment très important pour nous, c’est l’éducation. En Israël, l’éducation agit comme un des principaux créneaux à travers lesquels le militarisme est intériorisé en tant que norme. C’est principalement par l’éducation que les jeunes gens se motivent pour s’engager et considèrent le service militaire comme un élément désirable. *New Profile* essaie de dévoiler la complicité existant entre l’armée et le système éducatif et la militarisation des programmes d’étude qui préparent les enfants, dès le départ, à l’armée. Parallèlement, *New Profile* propose des projets éducatifs alternatifs pour démilitariser le système éducatif israélien, ses programmes et ses activités scolaires.

Par exemple, nous avons élaboré une exposition itinérante qui illustre comment la pensée militariste affecte non seulement le système éducatif mais tous les niveaux de la société israélienne. Cette exposition est installée dans des lieux éducatifs – si on nous permet d’y entrer – et sert de base pour lancer une discussion sur le militarisme en Israël. Un autre projet, tout nouveau, consiste, le jour de l’Indépendance d’Israël, qui est aussi la fête de l’armée, à aller dans des cimetières militaires et à assister à des cérémonies militaires. Nous avons eu l’appel d’un père qui vit dans une petite ville près de Tel-Aviv, qui nous a dit que sa petite fille de 4 ans, avec tous les autres élèves de l’école maternelle, est allée faire une marche avec un officier de l’armée. Ils sont allés dans un grand auditorium de la ville où un officier haut gradé leur a parlé. Nous avons pris contact avec le maire, qui est une femme du parti Meretz, le parti considéré comme le parti de gauche en Israël, mais complètement aveugle à cette militarisation de la société. Elle nous a répondu que la ville avait toujours entretenu les bonnes relations entre les écoles et l’armée, que c’est très important ; elle ne voyait pas le problème. Nous avons contacté une journaliste qui va faire un article là-dessus, nous avons filmé l’événement, et nous allons essayer de proposer à la mairie une autre façon de fêter l’Indépendance l’année prochaine.

Un autre champ d’action concerne le recrutement au service militaire. Depuis la dernière Intifada, il y a de plus en plus de jeunes en Israël qui évitent le service militaire en se débrouillant pour se faire réformer. Mais ce qui est nouveau, c’est que des jeunes se déclarent ouvertement objecteurs de conscience et refusent d’aller à l’armée et ceux-là sont vraiment traités d’une manière très dure par l’armée israélienne ; actuellement il y en a cinq en prison et d’autres se préparent à se déclarer comme objecteurs de conscience. *New Profile* a mis sur pied un réseau de soutien pour les jeunes gens qui refusent le service militaire, leur offre une information pratique et juridique pour le refus du service militaire ou son évitement et accompagne les objecteurs de conscience lors de leur passage devant les tribunaux militaires et en appel devant la Cour suprême au besoin. Il offre aussi un soutien psychologique aux opposants au service et à leurs familles, reste en contact avec elles, avec les opposants emprisonnés, et s’assure de leurs conditions de détention qu’ils rendent publiques. Dans le même domaine, *New Profile* travaille avec les jeunes gens avant leur incorporation, dans des groupes où nous facilitons le débat sur l’insoumission, sur la non-coopération avec les activités de l’armée et sur les politiques gouvernementales. Récemment, nous avons accompagné une jeune



femme, Laura, qui se déclare pacifiste et qui va faire appel devant la Cour suprême parce que, n'étant pas reconnue par l'armée comme pacifiste, elle a été condamnée à plusieurs peines d'emprisonnement. Nous essayons de subventionner cet appel, qui revient cher, et de l'accompagner dans ses démarches.

Enfin le dernier champ d'action sur lequel nous travaillons est un peu plus intellectuel: c'est l'étude du militarisme en Israël. Les membres du groupe font des articles et organisent des conférences, des séminaires, des journées d'étude sur ce sujet. Il y a trois ans nous avons organisé avec l'université de Jérusalem une conférence internationale sur le militarisme et l'éducation et, actuellement, nous faisons une recherche sur les soldats enfants qui est financée par le gouvernement finlandais.

Nous espérons que les petites gouttes que nous lançons arriveront progressivement à changer cette idée – que les Israéliens ont presque tous – qu'«on n'a pas le choix», que si on est militariste, c'est qu'«on est obligé de l'être». ■

---

*New Profile*

*Movement for the Civil-ization of Israeli Society*

*New Profile* refuse de choisir la guerre

*New Profile* s'est donné pour but de changer la société israélienne

- d'une société militarisée à une société civile
- d'une société de discrimination et d'oppression à une société égalitaire
- d'une nation qui occupe à une nation respectueuse de ses voisins.

P.O.B. 3454, Ramat Hasharon 47100, Israel

Tel: 972-3-5160119

Donations to: Bank Hapoalim, branch 769,

Account n° 421121, Ramat-Hasharon, Israël

Site internet: [www.newprofile.org](http://www.newprofile.org)

---

## La manipulation d'Israël par les États-Unis :

### L'appui du « pionniérisme » et du protestantisme américain au militarisme israélien

par Alain Joxe, chercheur sur les questions de stratégie

Le problème que je voudrais aborder est le suivant : est-ce que le militarisme israélien pourrait exister sans le militarisme américain ? Bien sûr, il y a eu une période qu'on peut appeler « héroïque », une période fondatrice d'Israël, où les premiers pionniers militarisés, pour se défendre contre l'invasion des pays arabes, ont chassé les Bédouins, mais nous n'en sommes plus du tout là. D'ailleurs, à cette époque, y avait-il déjà l'alliance américaine ? Probablement oui. Je vais livrer une citation de Hannah Arendt qui date de 1946 : « *Le nationalisme est déjà néfaste quand il se fonde sur la force pure et simple de la nation, mais un nationalisme qui dépend ouvertement de la puissance d'une nation étrangère (en l'occurrence les États-Unis) est évidemment pire* ». Le transfert de tous les Arabes, qui est publiquement demandé par les sionistes extrémistes aujourd'hui, ne modifierait pas une situation dans laquelle les Israéliens doivent soit rechercher la protection d'une puissance extérieure contre leurs voisins, soit établir avec eux un *modus vivendi*. Ces deux solutions s'excluent l'une l'autre. Parce que, si on a pour allié la principale puissance mondiale, on n'a pas à construire sa relation avec ses voisins pour aboutir à un équilibre qui pourrait arriver à une paix.

Cette situation était parfaitement perçue par Hannah Arendt dans l'article « *Sionism reconsidered* », paru en 1945. Elle dit cette chose évidente : on ne peut pas se battre avec ses voisins indéfiniment, ou alors on ne peut le faire que si on a une alliance avec une puissance extérieure. Et la définition que donne dès 1945 Hannah Arendt du nationalisme sioniste – qu'elle appelle révisionniste pour le distinguer d'autres tendances du sionisme – c'est qu'il est obligé de s'allier aux États-Unis et, étant obligé de le faire, il est obligé de créer sur place un rapport de force qui n'a rien à voir avec le rapport de force entre les pionniers israéliens et le monde arabe, mais qui est celui entre les pionniers israéliens soutenus par les États-Unis et le monde arabe.

Telle est la source de ce qu'on peut appeler le militarisme permanent, inévitable, des projets sionistes tels qu'ils se déploient depuis cette époque ; avec d'énormes allers-retours, des moments où on pense qu'on peut arriver à un accord de partage de la Palestine qui soit acceptable des deux côtés et puisse fonder la paix, comme ça a été le cas à l'époque où Itzhak Rabin s'est fait assassiner le jour où il recevait le texte du mémoire de Beilin.

Quand on considère les dernières années, on est obligé de se dire : il y a eu un processus de paix, mais ce processus s'est interrompu, car il s'est poursuivi un temps dans des conditions qui étaient incompatibles avec son objectif. En effet, si on veut la paix on ne modifie pas militairement les situations en cours de négociation ; or ce fut le cas, y compris sous Barak ; pendant la durée de cette négociation, il y a eu poursuite de la colonisation dans les territoires palestiniens, une colonisation essentiellement offensive et expropriatrice. Les optimistes pensaient que c'était une négociation dure et qu'au moment de signer, Israël allait bien devoir céder la majeure partie des colonies, ne serait-ce que pour se conformer plus ou moins aux résolutions de l'ONU qui fixaient sur la ligne verte une frontière dont on pouvait sans doute renégocier certains détails, mais pas plus.

Maintenant on ne croit plus du tout qu'il y ait un processus de paix en cours, même suspendu ; il n'y a plus de négociations. Les Israéliens subissent des attentats terroristes et, eux, pratiquent l'assassinat politique ciblé avec repérage par des espions et guidage sur objectif par observation satellite. Toute cette petite guerre de banlieues, absolument minable si on la regarde comme un phénomène local, c'est-à-dire avec sa dimension de spéculation immobilière, d'expropriations pour agrandir les périmètres urbanisés ou les périmètres de cultures irriguées, et les pompages de nappes phréatiques aux dépens des paysanneries de subsistance tradi-

tionnelles, ces opérations se poursuivent dans des conditions qui ne s'expliquent que par l'appui sans défaillance et à chaque étape des États-Unis. Comme Hannah Arendt pouvait le prévoir dès l'après guerre, après tant d'années, l'opération continue dans la même logique puisque, après une période d'appui européen et particulièrement français, inspirée par le colonialisme de l'«Algérie française», l'appui américain public ou privé n'a jamais fait défaut et qu'il est, en ce moment, plus clair que jamais, le ralliement américain à la «feuille de route» restant purement verbal.

Il faut donc définir le militarisme israélien comme un phénomène lié au pouvoir global des États-Unis. Il est tout à fait inutile de décrire Israël seul. Dans l'idée qu'Israël manipule les États-Unis, il y a quelque chose de vrai, mais il n'empêche qu'il faut surtout dire que ce sont les États-Unis qui manipulent Israël. Comment Israël manipule-t-il les États-Unis ? Il les manipule parce qu'ils sont en quelque sorte un modèle pionnier. Amitai Etzioni avec qui j'en ai discuté au cours d'une conférence Pugwash, au moment de la guerre de 1967, me disait : les États-Unis continueront toujours à aider les Israéliens parce qu'ils auront toujours la vision d'une aventure pionnière qui ressemble à la leur ; les Européens – les «vieux Européens» – ne peuvent pas se rendre compte de ce que c'est que la dynamique pionnière : d'arriver dans un pays, de prendre les terres, de s'emparer de tout le territoire et de créer une société nouvelle, comme les Américains et les Israéliens. C'est un moment politico-social et un usage de la violence d'un type très particulier presque impossible à *modérer*. Je lui disais : — Mais il faudra bien que les Israéliens rendent leurs conquêtes ! — Oui, peut-être, mais c'est un pays pionnier en expansion. Il faudra du temps. Or cette vision n'est pas celle qu'avait le sionisme, c'est la vision américaine du sionisme, selon laquelle il n'y a, au fond, aucune limite à imposer à un État qui est capable de conquérir et d'expulser la population pour prendre ses terres et s'en servir.

Ce «pionniérisme» est une des sources du militarisme israélien, d'abord parce qu'il y a eu à plusieurs reprises des situations où une politique défensive-offensive a abouti à une nouvelle conquête de la part d'Israël. Ensuite, l'habitude d'occuper des terres et de ne pas les rendre est devenue une tendance irrépressible, puisqu'on est sûr de pouvoir le faire sans conséquence de la part des États-Unis. Dans cette situation, évidemment, les Palestiniens sont sacrifiés, mais on peut aussi dire qu'Israël est en danger de mort.

C'est sur ce paradoxe que je tiens à poser la question de la militarisation parce que nous sommes aujourd'hui non pas au début de la conquête de la Palestine par les sionistes, nous sommes dans une circonstance tout à fait différente : tous les pays arabes sont battus, écrasés, asservis. L'Égypte crève de faim sans l'aide américaine, le monde arabe est profondément humilié et affaibli, l'Irak est occupé, la Syrie est brinquebalante et, naturellement, partout il y a «corruption des élites», ce n'est pas de l'Arabie Saoudite qu'on peut attendre quoi que ce soit dans le sens d'une indépendance à l'égard des États-Unis, puisque le jour où ce serait le cas, les États-Unis s'empresseraient de «libérer» l'Arabie Saoudite de sa «monarchie corrompue». Tout cela fait qu'Israël est isolé mais surpuissant dans cet univers profondément humilié et vaincu qu'est le monde arabe. Néanmoins, depuis le retrait du Sinaï, Israël ne fait plus que reculer au niveau régional. L'élan pionnier qui exige de grands espaces est devenu un grignotage spéculatif des banlieues de Tel-Aviv et de Jérusalem.

Ce qui intéresse en fait les États-Unis, c'est le savoir-faire israélien. La mise au point fine, la broderie des contrôles locaux des barrages et des modes de répression presque personnalisés, qui rendent la vie quotidienne invivable et repousse des populations entières soit dans la résignation et la misère soit dans le départ, soit dans le désespoir violent qui peut être, dès lors, traité par une répression violente, mais toujours ponctuelle

et semi-personnelle semi-collective. Destruction des domiciles de la famille et assassinat de la famille par bavure militaire. Cherchant des éléments sur ce point, j'ai activé un moteur de recherche bien connu avec les termes «*Israel urban war*» et j'ai trouvé quatre articles qui donnent bien une image de l'articulation du problème : les États-Unis s'intéressent vivement à Israël parce que c'est un lieu d'expérimentation remarquable pour la préparation des futures guerres urbaines du monde entier. Des guerres urbaines qui pourront être un peu campagnardes, mais seront surtout urbaines, des guerres à la lisière de la ville et de la non-ville, au fond, des guerres de banlieue.

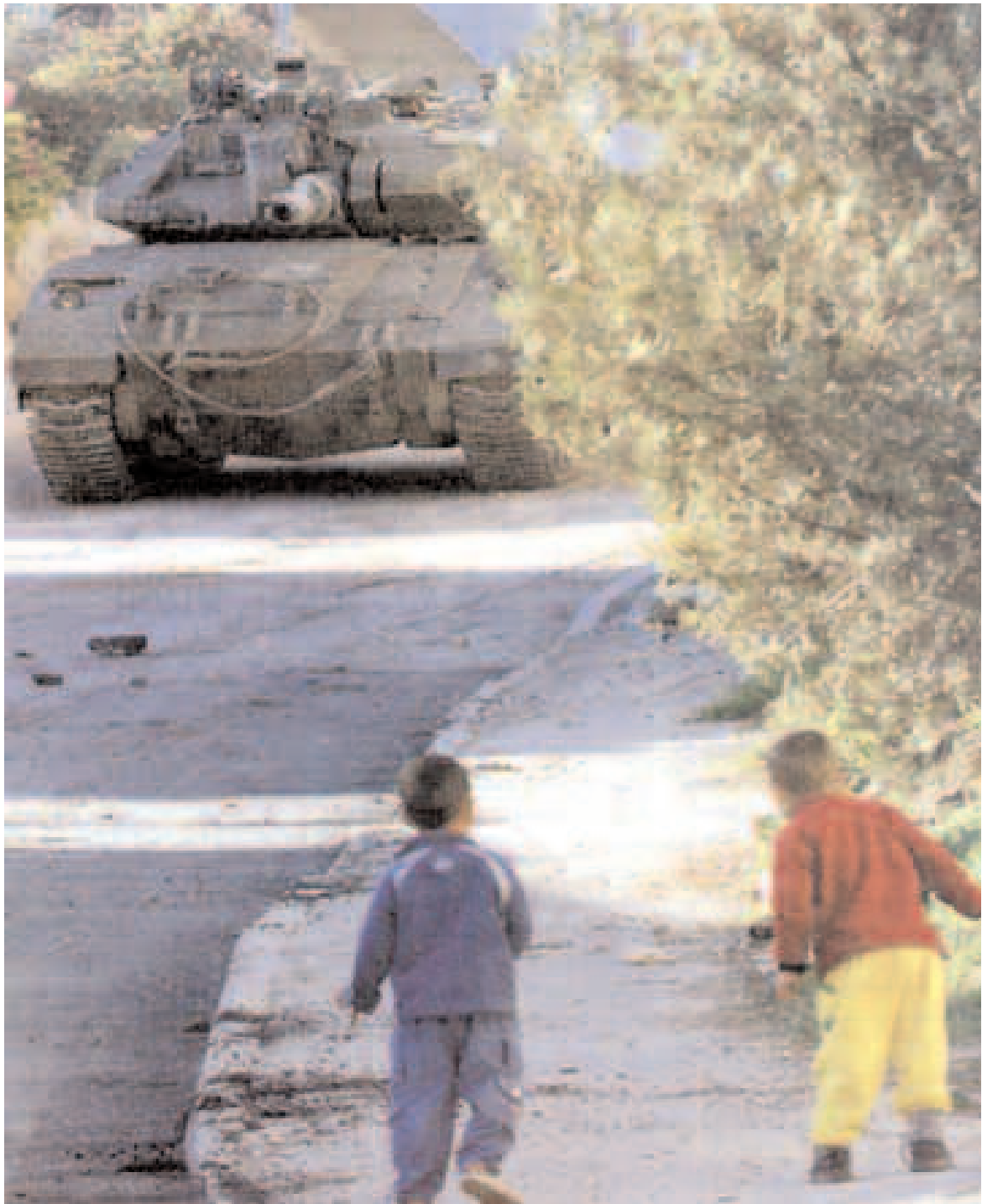
C'est là que va se jouer l'avenir du monde, du point de vue du capital américain dans son enthousiasme à détruire les cultures traditionnelles de subsistance et d'envoyer vers les centres-villes du tiers monde des millions de paysans déracinés qui trouvent que la vie est tout de même meilleure dans les banlieues de la misère que dans les campagnes de l'horreur de la répression militaire. Cela veut dire que le sujet traité par les Israéliens intéresse le système américain global.

Pour préparer les différentes guerres urbaines que prévoit cette administration le savoir-faire israélien est très intéressant. Elle trouve, dans un espace qui est de l'ordre de deux départements français, un champ d'expérimentation qui l'intéresse au plus haut point. Et les Israéliens peuvent entretenir l'illusion que c'est eux qui manipulent les Américains car c'est eux qui ont un certain savoir-faire que les Américains n'ont pas.

Les Américains envoient des délégations, ils acceptent de s'entraîner dans le Néguev où on a construit des villages arabes avec tous les détails, y compris l'âne qui gêne la progression du char au milieu de la chaussée, à des combats urbains et suburbains. Les Américains ont envoyé des observateurs à cet entraînement qui a commencé au début de 2002, quand ils se préparaient à la guerre d'Irak pour y tester des tactiques de guerre urbaine. Les États-Unis considèrent aussi que la guerre à Jénine a été très intéressante pour savoir s'il fallait ou pas utiliser des hélicoptères et la conclusion des experts américains c'est qu'à Jénine, ce qu'il y avait de vraiment nouveau et intéressant, c'était le bulldozer blindé et qu'en Irak, ce serait plutôt le bulldozer blindé que l'hélicoptère qui devait être utilisé. Ce qui n'a pas été le cas d'ailleurs. Mais l'idée était qu'en détruisant les maisons non pas de façon aérienne mais au ras du sol, on risquait moins de pertes, et que c'était moins coûteux car les hélicoptères reviennent extrêmement cher.

D'où l'idée qu'il faut progresser en ville en détruisant à l'explosif les cloisons et les murs mitoyens des habitations, sans descendre dans la rue où on est exposé aux attaques des *sniipers*, progresser maison par maison et à travers les maisons, en les détruisant évidemment en partie. De ce point de vue, l'expérimentation de Jénine a été considérée comme très intéressante par les États-Unis qui en ont fait l'éloge dans un certain nombre d'articles techniques – ce n'est pas un éloge politique, mais du point de vue de la tactique de la guerre urbaine telle qu'ils l'envisageaient pour envahir Bagdad et contrôler les quartiers sensibles.

Dans cette relation très spéciale entre les États-Unis et Israël, du point de vue de l'acquisition des techniques nouvelles de guerre urbaine, ce qui les intéresse aussi, c'est l'expérimentation de l'observation satellitaire pour réussir des assassinats individuels. Autant de choses tout à fait modernes dont il n'était pas question, bien entendu, lors de la création d'Israël où étaient en œuvre des techniques artisanales qui consistaient à tuer un village entier et, par là, surtout à faire peur pour que les gens s'enfuient. Maintenant, il s'agit d'autre chose : même si les populations urbaines palestiniennes ne sont pratiquement pas armées, il ne faut pas prendre le risque d'avoir des pertes trop lourdes, d'où l'intérêt du bulldozer blindé qui écrase les maisons et fait fuir les gens. À Jénine, les militaires israéliens ont fait une percée, ils ont établi une place centrale au milieu de la ville avec des techniques qui sont celles de la démolition et



Jénine, décembre 2003. D.R.



des grands travaux, c'est-à-dire les techniques issues des remembrements et des spéculations immobilières. Toujours avec l'idée que les hélicoptères sont beaucoup trop chers pour risquer qu'ils soient abattus d'une balle ou d'un missile comme c'est arrivé en Somalie ou en Irak.

Ce rapport Israël-États-Unis est profondément pervers parce qu'il est créateur de certaines certitudes. La certitude que la domination militaire américaine peut l'emporter partout grâce à des outils nouveaux. Des outils artisanaux, certes, parce que la stratégie de proximité que les Israéliens ont mise au point est assez artisanale, mais ce sont aussi des outils modernes avec les techniques modernes de transmission, d'observation et de ciblage en temps réel qui correspondent à la « Révolution des Affaires militaires » qui a commencé comme une prise de conscience et une campagne publicitaire moderniste au début des années 1990 aux États-Unis et qui est l'application de la révolution électronique aux armes de combat, ou plus exactement aux moyens de destruction. Les Israéliens ont aussi entraîné des équipes d'assassinat individuel pour l'Irak, dont la technique repose sur des informateurs. *The Guardian* a publié sur ce point des notes d'enquêtes faites par les Anglais sur des choses que les Américains ne publient pas, mais sur lesquelles, de temps en temps, des officiers américains acceptent de parler un peu; et les Anglais ont cette capacité de faire parler les Américains. Dans la guerre d'Irak, les tactiques israéliennes ont été appliquées en partie dans le triangle sunnite.

On peut se demander si cette coopération va apporter quelque chose d'intéressant aux États-Unis. On voit dans la guerre d'Irak que les tactiques israéliennes ne sont finalement valables que parce que les Irakiens ne sont pas comme les Palestiniens qui sont complètement désarmés. Face à une population désarmée, le niveau d'intervention militaire qui permet d'écraser toute résistance avec un armement et des pertes relativement limités, est un niveau de violence relativement modéré. Ce n'est pas le cas du tout en Irak, où il y a partout des stocks d'armes qui ont été dispersés par Saddam Hussein quand il préparait ce qu'il croyait pouvoir mener : une guerre populaire généralisée. Ces stocks ont été dispersés par des trafiquants d'armes ou récupérés par des miliciens plus ou moins communautaires ou des bandits. Aussi, l'Irak regorge de stocks d'armes clandestins qui comprennent des armes anti-chars ou anti-hélicoptères modernes. Par conséquent, le déploiement américain en Irak n'a rien à voir avec les déploiements israéliens ; il est dangereusement vulnérable.

On doit pouvoir se servir de ces données, d'une part, pour épinglez la responsabilité des États-Unis dans l'incapacité d'Israël à entrer en négociation, d'autre part, pour montrer que chaque fois que recommence la guerre, c'est parce que les implantations de colonies et donc les barrages et les routes de contournement réservés aux Israéliens continuent à quadriller la Cisjordanie et Gaza. La poursuite de la colonisation en Cisjordanie est appuyée par les Américains du fait qu'ils se contentent de réactions purement verbales aux violations de la *feuille de route*. La clé qui m'en a été donnée par Etzioni dans les années 1960, la collusion des représentations morales d'une dynamique pionnière, je considère qu'elle est toujours valable, mais elle est devenue plus fantasmagorique que réelle. Dans la mentalité des Américains moyens, la colonisation qui consiste à chasser les Indiens, ce n'est pas bien, mais enfin, si des immigrants veulent de la terre, si les Indiens y font obstacle – des Indiens qui sont des nomades –, les chasser est assez normal. La prairie est grande et ils pousseront leurs troupeaux plus loin. Pour les Américains, quand il s'agit de paysans sédentaires comme les Palestiniens, c'est moins évident, mais ça reste assez normal quand même, en raison de la différence qu'il y a entre un paysan palestinien et un *kibboutznik* moderne, une différence d'un siècle d'écart. Cette vision-là est profondément légitime dans l'opinion américaine. Bien que, naturellement, s'il s'agit d'un kibboutznik

religieux, l'écart de modernité se retourne en faveur du paysan palestinien. Mais la collusion religieuse entre judaïsme sectaire et baptistes évangélistes du Sud sert de ciment éthique par un autre bout.

En Europe, nous avons tendance – aujourd'hui – à voir le colonialisme comme quelque chose de mal, mais, aux États-Unis, ce n'est pas du tout la même chose : chasser des paysans pour prendre leur terre, la mettre en culture, prendre l'eau, faire des projets immobiliers comme aux frontières du Grand Jérusalem, c'est introduire de la modernité partout, et cela, pour les Américains moyens, c'est quelque chose de bien.

Les données religieuses, pour les Américains, fonctionnent dans une temporalité et un espace qui n'ont aucune historicité. C'est la temporalité de l'Ancien Testament qui sert de référence chez les protestants américains pour qui la Bible est plus présente que chez les catholiques, ce qui est aussi un des effets du « pionniérisme » du protestantisme américain qui s'est trouvé dans la situation du peuple juif israélien : autorisé par Dieu à s'emparer de terres qu'ils considéraient comme vides ou qu'ils avaient vidées de leurs habitants. C'est une relation qui n'a rien à voir avec le capitalisme, c'est pourquoi elle est tellement inquiétante. Elle participe d'une idéologie religieuse qui ne peut pas être ramenée à une rationalité capitaliste. C'est là qu'on se dit presque que, si les États-Unis étaient un pays capitaliste, ils ne seraient pas en train de faire tout ça : de pousser Israël à faire de la spéculation immobilière, à chasser encore quelques habitants, à prendre quelques puits d'eau supplémentaires. C'est un archaïsme curieux.

L'équipe Bush n'est pas exactement la même chose que l'équipe Kennedy qui était moderniste de manière évidente ; c'est une équipe composée de religieux archaïques, fanatiques, qui paraissent étranges pour la culture française – on n'arrive pas à croire que ça peut exister mais ça existe. Ils soutiennent le projet de « récupérer les terres d'Israël parce qu'il est écrit dans la Bible » que, pour que la deuxième venue du Christ se fasse, il faut que tous les Juifs soient retournés en Israël, et, à ce moment-là, ce sera la fin du monde – d'ailleurs, à ce moment-là, les Juifs devront se convertir au christianisme, sinon ils iront en enfer... Une partie du scénario du Grand Israël est donc commun aux sectes protestantes américaines qui croient en ces choses-là et ont un rôle dans l'équipe Bush-Rumsfeld. Il ne s'agit pas de se dire qu'ils sont complètement délirants, donc que ce n'est pas grave ; en fait, c'est grave parce qu'ils sont surpuissants.

Le problème, c'est la correspondance de ces sectes extrémistes américaines, avec ceux, en Israël, qui sont encore plus extrémistes que le Likoud et qui font partie de la majorité politique qui a permis à Sharon d'arriver au pouvoir. Il s'agit de deux pôles d'irrationalité religieuse qui entrent en concordance. Bush lui-même n'est peut-être pas complètement impliqué dans ce discours, mais un certain nombre de gens de son équipe le sont. Quant à Sharon, c'est peut-être un cynique laïque mais, de toute façon, il doit s'allier à ces groupes. Comme la constitution d'Israël leur donne à peu près la même importance que les petits partis charnières de la IV<sup>e</sup> République, tant qu'il ne se retourne pas vers une grande coalition avec les travaillistes, il a besoin de groupes extrémistes pour avoir une majorité.

Il est peut-être injuste de dire qu'Israël n'est pas une démocratie, mais c'est une démocratie *colonialiste*. En France, on sait très bien que ça peut exister. Nous avons eu la IV<sup>e</sup> République qui était une démocratie colonialiste qui a flirté avec les coups d'État militaires pour garder les colonies. Même la V<sup>e</sup> et de Gaulle, après l'indépendance de l'Algérie, ont conservé des restes de « républicanisme impérial ». Nous devrions donc *comprendre* ce qui se passe en Israël. Nous devrions aussi le *condamner*, en tant que pays colonialiste, car nous savons, d'une part, que cela finira mal et, d'autre part, que la conquête coloniale entraîne le racisme et la violation des droits de l'Homme, ce qui est contraire à la démocratie.

Ces problèmes peuvent être posés à partir d'une analyse historique du système militarisé qui existe en Israël et de son association avec le système actuellement délirant et militarisé qui règne aux États-Unis. Cet ensemble produit une configuration extrêmement dangereuse. C'est dangereux pour la sécurité de l'Europe, parce que, tant que les États-Unis et Israël continuent à taper sur des musulmans, provoquant ainsi des vocations de martyrs parmi des jeunes filles ou des jeunes gens qui pensent n'avoir plus rien d'autre à faire pour sauver la dignité de leur représentation du monde que de se faire exploser avec des ceintures de dynamite, le cycle de la violence extrême n'a pas de raisons de s'arrêter : on trouvera toujours d'autres terroristes pour les venger.

Et si un pays croit devoir se joindre activement au parti des anti-terroristes, selon la formule de la guerre globale délirante mise en forme par les États-Unis, qui voudraient qu'on s'y rallie sans réserves, on risque aussi d'avoir droit au terrorisme intérieur. C'est un problème extrêmement sérieux parce que nous pourrions aussi avoir des guerres de banlieue. Il y a aussi, dans les banlieues du Nord, des questions de communautés qui sont aussi des questions sociales, des questions de misère, d'exclusion et de fierté humiliée.

De même, nous devons toujours conserver clairement l'image que la guerre israélo-palestinienne elle-même est aussi une guerre sociale. Si on exclut complètement la définition de la guerre israélo-palestinienne comme guerre sociale, on a du mal à comprendre pourquoi elle est si impitoyable. C'est aussi la guerre d'un centre riche et développé contre des populations sous-développées et pauvres qui sont ou deviennent « immigrées dans leur propre pays ». Ce système doit être éclairé, mis sous les feux des projecteurs, mais il ne peut pas l'être complè-

tement parce que le militarisme qui sert à gérer cette situation est un militarisme colonialiste hyper-moderne. Un système qui *peut* gérer les banlieues de Los Angeles s'il le faut et attirer l'appui des classes moyennes aisées ; c'est celui qui gère la frontière mexicaine comme glacis violent et contact entre l'économie de richesse et de pauvreté. D'ailleurs, des experts israéliens y sont présents, puisque ce sont les meilleurs spécialistes des barrages de barbelés et du ciblage individuel des gens qui essaient de transgresser une frontière. Ce sont des experts excellents parce qu'ils ont ce savoir-faire micro-militaire et péri-urbain qui caractérise les fronts de la lutte sociale contemporaine.

Si on laisse les Israéliens vivre de ce monde-là, on les laisse s'enfouir dans une montagne de barbelés – comme il n'y a pas en Palestine d'arrière-pays comme au Mexique, par exemple, où il peut y avoir une frontière, certes sanglante, mais que presque tout le monde peut oublier –, le cas israélien va être quelque chose de beaucoup plus infernal. Il y a encore, me semble-t-il, dans la société israélienne, l'impression qu'on est relativement à l'abri de l'enfer extérieur. Mais le territoire est trop petit pour que cela puisse durer. Il faut prendre conscience de la situation atroce et expérimentale qui est mise en œuvre entre Israéliens et Palestiniens sous l'égide du gouvernement américain, qui est le plus réactionnaire qu'on ait vu depuis des années.

Je suppose qu'il est possible de remonter ce courant par une forme de solidarité non seulement avec les Palestiniens, mais aussi – et d'ailleurs la présence de notre amie israélienne Talila Kosh nous le prouve – par une solidarité avec les Israéliens qui poursuivent un combat démocratique et social, sinon, Israël va tomber dans le trou noir d'un double ghetto dont ils ne pourra plus sortir. ■

---

## Halte au plan Bush-Sharon d'écrasement de la Palestine

Appel de la réunion de « **Trop, c'est trop!** » du 27 avril 2004

Fort de l'appui inconditionnel du président américain, dont la politique au Moyen-Orient se résume en une fuite en avant militaire et impériale, le gouvernement israélien est passé à une nouvelle phase de son plan d'écrasement de la résistance palestinienne et d'anéantissement de tout processus de paix, dont l'aboutissement est la création d'un Grand Israël incluant une proportion plus ou moins importante de sujets arabes et de bantoustans palestiniens. Il défie ouvertement le droit international et l'opinion des peuples voisins. Il n'hésite pas à semer la haine et l'humiliation, croyant disposer de la force à perpétuité.

Dans cette situation dramatique, que peut-on attendre de l'opposition démocrate américaine, dont le candidat, en pleine sur-enchère électorale, a exprimé son soutien sur ce point à l'administration Bush ? Rien pour l'instant, c'est à craindre. Rien non plus, apparemment, de la gauche israélienne qui – à l'exception de quelques petits groupes héroïques – a poursuivi et entériné la colonisation.

Il n'y a pas grand-chose à attendre non plus des États Arabes, plus empêtrés que jamais entre leurs opinions publiques qu'ils redoutent, leurs antagonismes nationaux et idéologiques, les intérêts diplomatiques qu'ils veulent ménager et leur dépendance de la protection américaine. On peut compter, en revanche, sur les réseaux terroristes pour exploiter et aggraver la situation.

Les Nations Unies n'ont d'autre puissance que celle des États membres, dont la majorité ne se résout toujours pas à faire sauter le verrou du veto au Conseil de sécurité et à faire respecter ses propres résolutions. Si elles ne condamnent pas d'une façon enfin efficace les assassinats ciblés, la construction du Mur, l'annexion de fait de la Cisjordanie, n'exigent pas le retrait israélien complet et la mise en œuvre d'un plan de protection des populations palestiniennes, toute chance pour elles de restaurer la crédibilité de l'institution internationale est définitivement perdue.

Les nations européennes n'en finissent pas de payer la note de leur mauvaise conscience, de leurs refoulements et de leur lâcheté. Après avoir contribué, à des degrés divers, à l'extermination des Juifs pendant la seconde guerre mondiale, elles s'apprêtent maintenant, par leur passivité et leur pusillanimité à sacrifier le peuple palestinien – dont elles prétendent pourtant soutenir le droit à l'existence et à la souveraineté.

La catastrophe est toute proche. Le peuple écrasé de Palestine en fait et en fera les frais. Les conséquences s'en feront sentir interminablement, sur le plan du droit, des relations internationales, de la sécurité collective, de la conscience universelle. Ce ne sera pourtant pas faute d'avertissements, de preuves, de témoignages, de signes annonciateurs. Nous réclavons pour notre part, qu'on se ressaisisse, et d'abord que le gouvernement français fasse davantage – tout son devoir, tout ce qui est en son pouvoir – pour que le crime n'aille pas à son terme.

---

(Sous le titre « Laisserons-nous détruire la Palestine ? », cet appel a servi de base au texte paru dans *Le Monde* du 27 avril 2004, signé par Étienne Balibar et Madeleine Rebérioux)

# Hébron

## L'exposition « Briser le silence »

par Yitzhak Laor

L'écrivain Yitzhak Laor rend compte ici de l'exposition « Shovrim Shtika » (« Briser le silence ») qui a eu lieu en juin-juillet 2004 au « Tel Aviv College » dans une banlieue de Tel-Aviv. C'était une exposition de quatre-vingt-dix photos prises par des conscrits anonymes qui avaient servi à Hébron. Certains de leurs souvenirs du service militaire accompagnent les photos. Poète et romancier, Yitzhak Laor vit à Tel-Aviv. Objecteur de conscience lors de la campagne israélienne au Liban en 1982, il a été emprisonné pour son refus de servir. Laor est parmi les fondateurs du mouvement d'objecteurs « Yesh Gvul » (« Il y a une limite »).

La fête de l'indépendance d'Israël a eu lieu le 27 avril cette année. En classe, mon fils de neuf ans a eu à faire un devoir consistant à m'interviewer sur mon passé militaire. Avant cela, le professeur avait invité le père de l'un des enfants, colonel de Tsahal, à venir s'adresser à eux en uniforme. Les enfants étaient passionnément intéressés. On leur a demandé de poser des questions et ce qu'ils voulaient surtout savoir c'était s'il avait eu peur. Ils ont aussi demandé s'il avait tué Cheik Ahmed Yassin, dont la photo, ainsi que celle de son fauteuil roulant détruit, avaient beaucoup impressionné les spectateurs de la télévision israélienne. Le colonel a dit que c'était une autre unité, non la sienne, qui avait fait cela, mais il a ajouté qu'« il avait bien mérité de mourir » ; il a aussi promis aux enfants que « nous ne tuons personne sans avoir une bonne raison ». Il a terminé son intervention en disant aux enfants qu'il espérait qu'ils auraient un jour, eux aussi, la chance de devenir officiers supérieurs de Tsahal.

Nos conditions de vie empirent, la pauvreté gagne, l'éducation et les services de santé se détériorent, la classe moyenne est de plus en plus restreinte et nous sommes gouvernés par une junte dont l'argent et le pouvoir ont augmenté à un point tel que les gens refusent d'y croire, même quand on leur montre des chiffres. Un colonel qui prend sa retraite à 45 ans se voit offrir une somme fixe de deux millions de dollars, une pension à vie et une nouvelle carrière, généralement comme cadre d'une grande entreprise ou dans le commerce des armes.

Lorsque le citoyen israélien moyen demande qu'on lui explique ces privilèges, on lui dit que « le colonel a risqué sa vie pendant toute sa carrière ». Mais c'est un mythe qui dure maintenant depuis au moins deux décennies. Le colonel n'a pas risqué sa vie car il n'y a plus d'ennemi réel. Il n'y a que le désir des Palestiniens de vivre en nation libre, ce qui est présenté dans le contexte de la campagne contre la terrorisme comme une menace contre l'existence même de l'État d'Israël. Mais ce désir ne menace pas l'État d'Israël. Il ne l'a jamais fait, mais cela aide à coup sûr les militaires à surfer sur la vague de panique.

La vraie lutte au sein de la société israélienne aujourd'hui n'est pas entre les colombes et les faucons, mais entre une majorité qui accepte l'image de Tsahal comme défenseur de la nation, avec ou sans citation de la Bible, et la minorité qui ne l'avale plus. Si l'armée fait quelque chose de répréhensible, c'est toujours l'exception (*harig* en hébreu). Ceux qui croient que nous luttons pour notre vie croient aussi que nous faisons de notre mieux pour être humains et que nous y arrivons, plus ou moins.

Cet ensemble fragile d'axiomes ne tient que par un optimisme béat (tout sera bientôt résolu) ou grâce à des images. Le raisonnement ne marche plus.

Les images les plus efficaces sont celles de corps déchiquetés, de mères en pleurs et de pères en deuil. Et c'est justement pourquoi BBC World Service est considéré ici comme « hostile ». Ce n'est pas à cause de l'affaire Vanunu [l'ingénieur israélien emprisonné pendant de longues années pour avoir révélé publiquement la fabrication par Israël d'armes nucléaires], mais à cause des images diffusées qui montraient la souffrance quotidienne de l'autre côté de la route, à dix minutes de voiture de nos foyers où nous sommes en sécurité, de nos piscines, de nos vies heureuses. Même CNN a été considérée comme « hostile » tant que la chaîne s'est « mal conduite » en transmettant des séquences qui contredisaient cette image fondamentale de notre existence. Des atrocités sont toujours commises contre nous, et plus Israël devient brutal, plus le pays dépend de son image d'éternelle victime. D'où l'importance de l'Holocauste depuis la fin des années 1980 (la première Intifada) et sa réapparition dans la littérature hébraïque (par exemple dans l'ouvrage *Voir ci-dessous: Amour* de David Grossman). L'Holocauste fait partie de l'ensemble des figures victimaires, d'où la folie des voyages scolaires à Auschwitz, subventionnés par l'État. Ceci ne vise pas tant à comprendre le passé qu'à broser l'image d'un présent où nous vivons comme victimes. Et en même temps, on nous montre les images de beaux soldats, rayonnants de santé et pleins d'humanité.

Voilà où nous en sommes : à la croisée des chemins entre le mouvement des refuzniks, qui grandit trop lentement, peut-être même trop tard, et le désespoir de plus en plus grand qu'on pouvait voir à l'exposition intitulée « Briser le silence » (« Shovrim Shtika ») qui s'est ouverte début juin au « Tel Aviv College » ; c'était une exposition de photos, prises par des conscrits anonymes qui avaient servi à Hébron (le commandant de leur brigade était le colonel qui s'était adressé à la classe de mon fils). Soixante de ces quatre-vingt-dix photos montrent des aspects du conflit entre les Palestiniens et les colons, mais il y en a trente qui montrent la routine quotidienne des soldats – et cette routine dit tout. D'ailleurs, vers la fin juin, la police militaire a fait une rafle dans l'exposition et a « confisqué », comme l'écrit *Haaretz*, « un dossier contenant des coupures de journaux sur l'exposition et une vidéo comprenant les déclarations de soixante-dix soldats sur leur expérience à Hébron ». Quatre des jeunes gens qui avaient organisé l'exposition ont été emmenés pour interrogatoire. Qu'est-ce qu'on leur a demandé ? Et bien, ils sont soupçonnés d'avoir commis les crimes mêmes qu'ils montraient sur leur vidéo : sévices contre des Palestiniens, destruction de propriété, etc.

De temps à autre, l'opposition naît au cœur du monstre. Par exemple le mouvement « Courage de refuser », la lettre signée en septembre 2003 par vingt-sept pilotes qui ont refusé d'attaquer les populations civiles dans les Territoires occupés, la lettre de décembre d'une unité d'élite de commandos qui ont refusé de se battre, etc. Une société qui vit dans le passé comme si c'était le présent est vulnérable : ce passé/présent devient une épée à double tranchant. Si vous traitez quelqu'un ici de nazi, on peut vous intenter un procès ; pourtant, on l'entend dire souvent. Il serait plus juste de comparer la brutalité d'Israël avec celle des Français en Algérie ou des Britanniques au Soudan ou en Malaisie, mais voilà, nous sommes pris dans cette idée de « notre passé qui devient notre présent ».

Le dégoût moral n'est pourtant pas le facteur unique. Les jeunes qui s'engagent dans l'armée veulent se battre dans les chars les plus modernes, tirer avec les canons les plus terrifiants, piloter les tout nouveaux avions à réaction et les hélicoptères Apaches ; ils veulent prendre d'assaut les positions ennemies les mieux défendues et se faire parachuter derrière les lignes ennemies. Enfin, après une formation longue et exigeante, après la souffrance et l'ambition, ils ne trouvent ni



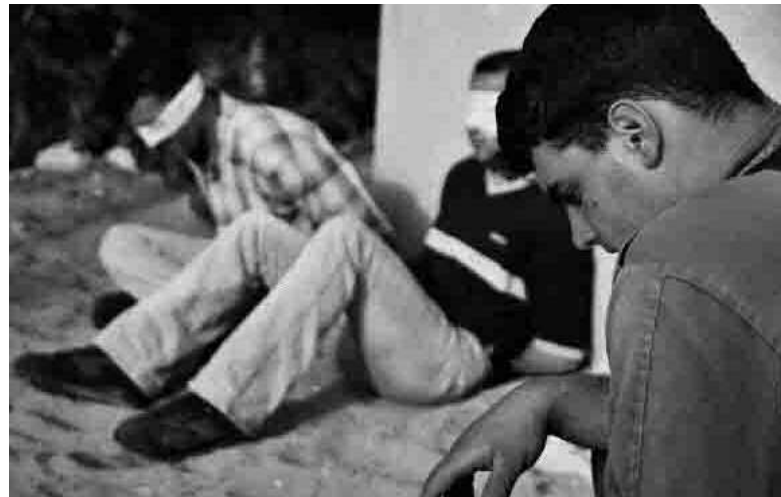
héroïsme, ni gloire ; commandos de marine, ils n'ont pas plongé dans les eaux du Golfe persique. À la place, ils ont expulsé des familles de leurs maisons au milieu de la nuit, ils ont démoli ces maisons, ils ont bombardé un bâtiment de six étages à Gaza, ils ont affamé une ville, harcelé des femmes aux check-points, ils ont regardé pendant que le Shin Beth [service de la sécurité intérieure] torturait des détenus, ils ont créé encore plus de misère dans les camps de réfugiés.

Ce que l'armée israélienne (comme l'État israélien) veut éveiller chez ses soldats, c'est soit le racisme pur, c'est-à-dire la croyance que « les Arabes sont d'un naturel assassin », soit une sorte de messianisme religieux, une idéologie néo-nazie enrobée de judaïsme. Une des photos de l'exposition montre un graffiti écrit par un colon sur les murs d'Hébron : « les Arabes aux chambres à gaz ». Ce genre de discours présente une faiblesse : il a besoin de soldats prêts à se battre pour l'imposer. Or, il y en a beaucoup qui refusent. En ce moment, les anciens soldats qui ont participé à l'exposition [fermée début juillet 2004] se sont lancés dans ce qu'ils appellent la recherche journalistique. Mais on dirait plutôt qu'ils cherchent des preuves en vue d'une sorte de procès imaginaire. Une exception n'incrimine qu'un soldat précis ; mais si vous pouvez montrer que c'est la règle, et non une exception, ce sont les vrais criminels de guerre qui sont accusés, c'est-à-dire les chefs de Tsahal et le gouvernement. Ces anciens soldats sont en train de contacter des conscrits et des réservistes d'autres brigades, ils recueillent des photos, des confessions, des témoignages pour organiser d'autres expositions. Ce qu'ils nous disent est bien connu de l'autre côté de la colline, de l'autre côté des check-points, dans chaque école maternelle palestinienne détruite. Ils font cela parce qu'ils croient encore à une sorte de justice israélienne. Mais je crains que cette confiance n'ait aucun fondement. D'autre part, comment devenir un homme digne si l'on ne croit pas à une forme de justice, à l'existence d'un lieu de pouvoir juste ? *Le Lieu* est un des nombreux noms de Dieu en hébreu. ■

## Paroles de soldats

C'est la première semaine, la première fois qu'on se trouve à un check-point, au passage entre une zone palestinienne et une rue qui n'est permise qu'aux Juifs. Ces types doivent s'arrêter, devant une ligne, ils doivent faire passer leur pièce d'identité à travers la barrière. Vous vérifiez et vous les laissez passer. Le soldat qui est avec moi crie : *Waqif! Arrête!* L'homme n'a pas compris et il fait un pas de plus. Le soldat crie encore : *Waqif!* et l'homme se fige. Le soldat décide que, puisque l'homme a fait un pas après la première semonce, il va l'arrêter. Je lui dis : *Mais écoute, qu'est-ce que tu fais?* Il répond : *Arrête, ne discute pas, en tout cas pas devant eux. Je n'ai plus confiance en toi, tu n'es pas fiable.* Finalement, un gradé de la patrouille arrive et je dis : *Combien de temps est-ce qu'il faut le garder?* Il répond : *Fais ce que tu veux, fais ce que tu as envie de faire. Si tu penses qu'il a fait quelque chose qui pose problème, si tu penses qu'il y a quelque chose qui ne va pas, même une toute petite chose, tu le gardes en détention aussi longtemps que tu veux.* Alors j'ai compris. Quelqu'un qui a déjà passé une semaine à Hébron, quel que soit son rang, il fait ce qu'il veut. Pas de règles, tout est permis.»

Il y a autre chose dont je me souviens à Hébron. C'est ce qu'on appelle la procédure de la veuve en herbe. L'armée investit une maison et en fait un poste d'observation. C'est la maison d'un Palestinien, pas d'un terroriste, simplement celle d'une famille dont la maison est bien placée pour l'observation. Vous êtes chez quelqu'un mais partout il y a de la merde, des cartouches et du verre dans l'escalier pour qu'on puisse entendre si quelqu'un approche. C'est une maison complètement camouflée pour que personne ne puisse voir de l'extérieur ce que vous faites. Vous êtes là, dans un quartier palestinien, dans la maison d'une famille, et



Photos de l'exposition « Briser le silence »

c'est complètement irréal. Vous êtes assis au salon, vous tendez l'oreille au cas où des gens viendraient vous attaquer. Les gens ont laissé de la nourriture, il y a la télévision, mais nous n'avons pas le droit de la regarder. Ce serait utiliser leur électricité et ça, non : ce serait de la *mauvaise occupation*.»

C'était vendredi soir et la compagnie d'auxiliaires qui était postée avec nous à Harsina avait éliminé deux terroristes. Le dîner du vendredi soir était, bien sûr, joyeux et toute la base s'amusait. Comme je quittais la table, une ambulance blindée est arrivée avec les corps des terroristes et les deux corps ont été exhibés, en position debout, par trois personnes qui voulaient se faire photographier. Même moi, ça m'a choqué. J'ai fermé les yeux pour ne pas voir et je suis parti. Je n'avais vraiment pas envie de regarder des corps de terroristes.»

Notre boulot consistait à arrêter les Palestiniens au check-point et à leur dire qu'ils ne pouvaient plus passer par là. Peut-être bien qu'ils le pouvaient le mois dernier, mais plus aujourd'hui. Mais il y avait tant de vieilles dames qui devaient passer pour rentrer chez elles, alors on montrait du doigt une ouverture par laquelle elles pouvaient passer sans qu'on les voie. C'était absurde. Nos officiers aussi connaissaient ce passage, ils nous l'avaient même indiqué. Ça n'intéressait personne. Du coup, on se demandait ce qu'on faisait à ce check-point. Pourquoi est-ce que les gens n'avaient pas le droit de passer ? En fait, c'était une forme de punition collective. Vous n'avez pas le droit de passer parce que vous n'avez pas le droit de passer. Si vous voulez commettre un attentat, prenez à droite, puis à gauche.»

Le jour où je me suis rendu compte que je jouissais du sentiment de pouvoir, j'ai eu honte. Et ce n'était pas seulement une jouissance, c'était un besoin. Alors quand quelqu'un arrive et vous dit non, vous répondez : *Qu'est-ce que ça veut dire, non ? D'où te vient cette chutzpah [impertinence] de me dire non ? Oublie un instant que je considère que tous ces colons juifs sont fous, que je veux vraiment la paix et que je crois que nous devons quitter les Territoires. Comment oses-tu me dire non ? La loi, c'est moi ! Ici, la loi c'est moi !* Un jour, j'étais à un check-point, un check-point temporaire, un check-point qui fait goulet d'étranglement et qui bloque l'entrée d'un village. D'un côté, il y a une file de voitures qui veulent sortir ; de l'autre, une file de voitures qui veulent entrer. Des longues files, et tout d'un coup, vous avez une puissance terrible au bout des doigts. Je suis là, je fais signe à quelqu'un, de faire ceci ou cela et il fait ceci ou cela. La voiture démarre, elle vient vers moi, elle s'arrête à côté. Une autre voiture arrive, tu fais signe, elle s'arrête. On se met à jouer avec elles, comme sur une console de jeu. Viens ici, va par là, tu bouges à peine et tu les fais obéir du bout du doigt. Ça donne un tel sentiment de puissance !»

On est en patrouille à Abu Sneina et on met en place un check-point pour arrêter les voitures et les vérifier. On arrête un type qu'on connaît, qui traîne toujours par là, qui ne fait pas d'histoires. On arrive à communiquer, même si on ne parle pas la même langue et même si c'est difficile de s'expliquer. Le commandant l'arrête. *Toi, couvre-le de face et toi de dos.* Alors je le couvre de face. Le commandant lui dit : *Allez, vas-y. Sors ton cric.* Le type reste là, bouche bée. Il ne comprend pas ce qu'on lui veut. Alors le commandant se met à crier qu'il doit sortir son cric et commencer à démonter les roues. Moi, je suis près d'un mur en pierres alors le gars vient pour prendre une pierre pour mettre sous la voiture, puis une autre. À ce moment-là, le commandant vient vers moi et me dit : *Ça te semble humain, ça ?* Il ricane affreusement. C'est horrible, je n'ai pas assez de cran pour dire quoi que ce soit. J'enlève mon casque, je m'adosse au mur de pierre et je pleure.»

Un jour un gosse [un enfant de colons], un petit garçon qui devait avoir six ans, passe devant mon poste. Il me dit : *Écoute, soldat, ne te fâche pas, n'essaye pas de m'arrêter. Je vais aller tuer*

*des Arabes.* Je regarde le gosse et je ne sais vraiment pas ce que je dois faire. Il reprend : *D'abord, je vais m'acheter une glace chez Gotnik (c'est leur épicerie), puis je vais tuer des Arabes.* Je ne savais pas quoi dire. Rien. J'avais la tête complètement vide. Et ça n'est pas rien : qu'une ville, qu'une expérience comme celle-là puisse réduire au silence quelqu'un qui a été éducateur, qui croit à l'éducation, à la vertu de la parole, même avec des gens qui sont d'un avis différent. Mais je n'avais rien à dire à un gosse comme ça. Il n'y a rien à lui dire.»

L'existence même des check-points est humiliante. Je protège 500 colons juifs, ou plutôt je fais en sorte qu'ils puissent vivre, aux dépens de 15 000 personnes qui vivent sous l'occupation dans la zone H2 [le centre de la ville d'Hébron], et de 140 000 ou 160 000 qui sont dans l'agglomération d'Hébron. Peu importe que je sois aimable avec eux [les Palestiniens]. Je reste leur ennemi. Tant que vous voulez garder ces 500 personnes en vie à Hébron pour qu'ils puissent mener une existence normale, vous devez détruire l'existence quotidienne de tous les autres. Il n'y a pas d'alternative. La plupart du temps, il s'agit de vraies questions de sécurité. Ça n'a rien d'imaginaire. Si vous voulez empêcher qu'on tire sur les colons d'une hauteur, vous devez occuper toutes les collines qui les entourent. Il y a des gens qui vivent sur ces collines et il faut les mettre au pas, il faut les détenir, il faut parfois leur faire du mal. Mais tant que le gouvernement a décidé que la colonie d'Hébron doit rester, la cruauté régnera, et peu importe qu'on soit sympa ou pas.»

Dès qu'on en a envie, on choisit une maison sur la carte et on y va : *Jaysh, jaysh, iftah al bab.* (C'est l'armée, c'est l'armée, ouvrez la porte). Et ils ouvrent. On met tous les hommes dans une pièce, toutes les femmes dans une autre et on les place sous la surveillance d'un soldat. Les autres membres de l'unité font ce qu'ils veulent, sauf qu'ils ne doivent pas détruire d'équipement – ça, ça va sans dire – et il ne s'agit pas de se servir de quoi que ce soit. Il faut faire aussi peu de mal aux gens que possible, aussi peu de mal physique. J'essaye de m'imaginer la situation inverse : ils entrent dans ma maison, ce ne sont pas des policiers avec un mandat de perquisition, c'est juste une unité de militaires ; ils se ruent dans ma maison, poussent ma mère et ma petite sœur dans ma chambre et obligent mon père, mon jeune frère et moi à rester dans le séjour. Ils nous menacent de leurs fusils en riant, en souriant et on a du mal à comprendre ce que disent les soldats pendant qu'ils vident les tiroirs et fouillent partout. Aie ! Le tiroir est tombé, il est cassé. Des photos de toutes sortes, de ma grand-mère et de mon grand-père, toutes sortes de souvenirs qu'on n'a pas envie de montrer à des étrangers. Rien ne peut justifier cela. Si on soupçonne que la maison abrite un terroriste, bon. Mais entrer simplement comme ça, dans n'importe quelle maison : tiens, j'ai choisi celle-ci, on va s'amuser. On entre, on regarde tout, on commet quelques injustices. On affirme notre présence militaire, puis on s'en va.»

Il y a un lien évident et fort entre la durée du service dans les Territoires et le bordel qu'on a dans la tête. Si tu restes six mois dans les Territoires, tu es un débutant. On ne te laisse pas aller dans les endroits intéressants. Tu fais de la garde et tu deviens de plus en plus amer, de plus en plus furieux. Les Juifs, les Arabes, l'armée, l'État, tout le monde te fait bouffer de la merde, puis ils disent que tu es un abruti. Moi, je n'appelle pas ça comme ça. Servir dans les Territoires, ça ne te rend pas abruti, tu te défonces, mais c'est une défonce négative. Tu es toujours fatigué, tu as toujours faim, tu dois toujours aller aux toilettes, tu as toujours peur de mourir, tu as toujours terriblement envie d'attraper ce terroriste... C'est une vie sans repos. Même quand tu dors, tu dors mal. Je ne me souviens pas d'avoir bien dormi une seule fois à Hébron. C'est simple, aucun être humain ne devrait avoir à faire une expérience de ce genre. Ça fout le bordel dans ta tête. C'est une vie d'animal chassé, d'animal qui chasse, un animal, quoi.»



Quand j'ai servi à Hébron, j'ai eu, pour la première fois de ma vie, une vision différente de moi-même en tant que Juif. Je ne peux pas l'expliquer. Mais le Tombeau des Patriarches, la ville ancestrale, ça m'a fait quelque chose. Je ne sais pas si j'étais là pour défendre l'État d'Israël, mais je défendais des Juifs qui faisaient partie de cet État, et ceci dans une ville où le conflit était différent de ce qu'il était dans d'autres villes arabes. C'est le chemin de la prière. Un jour, tout d'un coup, un groupe d'environ six femmes juives avec six ou sept petites filles a commencé à courir partout, à donner des coups de pied dans des étals, à les renverser et à cracher sur des Arabes, sur des vieilles personnes. Une des femmes a pris une grosse pierre et l'a lancée dans la fenêtre d'un coiffeur. Un homme est sorti et je me suis trouvé en train d'essayer de prendre la pierre que la femme voulait encore lancer et en même temps de la protéger pour qu'on ne la tabasse pas. Alors tu te dis merde, je suis censé protéger les Juifs d'ici. Mais ces Juifs ne montrent pas les valeurs morales qu'on m'a inculquées, enfant. S'ils sont capables d'écrire *les Arabes dehors* ou *mort aux Arabes* sur les portes, s'ils peuvent dessiner une étoile de David qui, pour moi, ressemble à une croix gammée quand elle est utilisée comme ça, alors, d'une certaine façon, le mot *juif* a un peu changé de sens pour moi.»

Un jour, j'étais à Hébron. Un homme, la cinquantaine ou la soixantaine, avec quelques femmes et des petits enfants sort d'un portail près de notre poste qui est sur le chemin de la casbah. Or, il est interdit de passer par là, par cette porte. Tu vas vers lui et tu lui dis en arabe : *Arrête-toi, il y a couvre-feu, rentre chez toi*. Alors il commence à discuter. Et il prend courage, comme s'il pensait qu'il arrivera à passer à la longue. Il n'essaye pas de passer en douce, il pense vraiment qu'il est dans son droit. Alors, tu n'y vois plus clair. Tu te dis que tu aimerais bien le laisser passer, mais que tu ne dois pas le faire, et alors, comment ose-t-il te défier comme ça ? Finalement, la patrouille arrive et cette discussion entre deux soldats et dix civils devient une controverse entre dix soldats et dix civils, avec en plus un officier qui est évidemment moins enclin à se modérer. Les fusils sont armés, on vise non son torse mais ses jambes. *Fous le camp, plus de bavardage*. J'étais juste à côté de lui, à un mètre ou deux. Il était bien habillé, avec un costume et un keffieh ; il avait vraiment l'air respectable. Et moi, j'étais là, avec mon arme que je tenais tout contre ma poitrine, en essayant de me défendre, de me protéger. J'avais peur qu'il fasse quelque chose. L'atmosphère était tendue, plus encore que d'habitude. Puis il bombe le torse, serre les deux poings. Mon doigt va vers le cran de sûreté, puis je vois qu'il a les larmes aux yeux et il dit quelque chose en arabe, se détourne et s'en va. Et son clan le suit. Je ne sais pas très bien pourquoi cet incident m'est resté gravé en mémoire, après tant de cas où j'ai dit à des gens de foutre le camp quand il y avait couvre-feu. Mais il y avait quelque chose de tellement noble chez cet homme, je me suis senti comme un moins que rien. Je me disais : *mais qu'est-ce que je fais ici ?*»

Ce matin-là, un groupe assez important est arrivé à Hébron. Environ quinze Juifs de France. C'étaient tous des Juifs religieux. Ils étaient en forme, contents et j'ai passé tout mon tour de garde à suivre cette bande de Juifs pour essayer de les empêcher de détruire la ville. Ils se promenaient partout, ils ramassaient toutes les pierres qu'ils trouvaient pour les jeter dans les fenêtres des Arabes ; ils renversaient tout ce qu'ils voyaient. Ceci n'est pas une histoire d'horreur. Ils n'ont pas attrapé un Arabe pour le tuer, rien de ce genre. Mais ce qui m'embêtait, c'est que quelqu'un leur avait peut-être dit qu'il y avait dans le monde un endroit où un Juif peut se défouler de toute sa colère sur des Arabes, et faire tout ce qu'il veut. Il peut entrer dans une ville palestinienne, n'en faire qu'à sa tête, et les soldats seront toujours là pour le soutenir et le couvrir. Parce que c'était ça, mon boulot, les protéger et m'assurer qu'il ne leur arrive rien.»



Photos de l'exposition « Briser le silence »



# Nos prises de position de l'Accord de Genève à la disparition d'Arafat

«**Trop, c'est trop!**» s'est constitué en décembre 2001 autour d'un appel paru dans le quotidien *Le Monde* pour protester contre l'enfermement du président de l'Autorité palestinienne à Ramallah et l'aggravation brutale du sort des Palestiniens. Le texte a recueilli plusieurs milliers de signatures. Une réunion des signataires a eu lieu à Paris. «**Trop, c'est trop!**» a choisi, avec le soutien de la Ligue des droits de l'Homme et sans constituer une association spécifique, de tenter d'informer l'opinion par des publications, par des réunions publiques et par le soutien à différentes initiatives, en particulier dans le domaine du cinéma. Son but : favoriser la réflexion et le débat en faveur d'une paix juste en Palestine. Ces derniers temps, «**Trop, c'est trop!**» s'est manifesté par les prises de positions dont on trouvera le texte ci-dessous.

Ainsi, dans le quotidien *Le Monde*, le collectif a publié le 25 février 2004 : «*Pour Genève, contre le mur*» ; le 27 avril 2004, Étienne Balibar et Madeleine Rebérioux ont signé le texte «*Laisserons-nous détruire la Palestine?*» (voir p. 25) ; et le 29 mai 2004, Henri Korn a publié «*Trop commode alibi*». Au lendemain des élections européennes de juin 2004 (voir plus bas l'explication du contexte), les initiateurs de «**Trop, c'est trop!**» ont signé le texte «*Solidarité avec Leila Shahid*» paru le 2 juillet. Enfin, à la mort du président Arafat en novembre 2004, le collectif «**Trop, c'est trop!**» a envoyé un message à la déléguée générale de la Palestine en France, non publié dans la presse, dont on trouvera le texte ci-dessous.

Les bulletins et lettres d'information de «**Trop, c'est trop!**» sont consultables sur le site internet de la Ligue des droits de l'Homme : [www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org) : dans le menu «*Agir avec la LDH*», faire le choix «*manifestations et campagnes*» et choisir alors «**Trop, c'est trop!**»

## Pour Genève, contre le mur

(Texte paru dans *Le Monde* du 25 février 2004)

«L'initiative de Genève» est en totale contradiction avec le mur et avec la violence des actes délibérés qui précèdent et accompagnent sa construction : des milliers de maisons détruites en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, des dizaines de milliers d'oliviers arrachés, des centaines d'exécutions ciblées avec leurs victimes «collatérales», des routes coupées, des villages asphyxiés. L'ouverture de paix et le mur de l'enfermement se trouvent en opposition, comme le virtuel s'oppose au réel et l'espoir à l'impasse. Faut-il, pour autant, minimiser l'importance de cette initiative à cause d'une réalité abominable ?

Entre les deux signataires du projet d'accord, il existe une double asymétrie : Yasser Abed Rabbo, qui est proche de l'Autorité palestinienne, représente un peuple écrasé sous l'occupation ; Yossi Beilin, qui se situe à gauche de l'opposition travailliste, fait partie de la société israélienne dominante.

L'avantage – et la faiblesse – de l'initiative de Genève est qu'elle émane de personnalités politiques qui ne détiennent pas le pouvoir. Mais ce projet d'accord, largement soutenu par des forces pacifistes, des personnalités politiques et des membres influents de la société civile dans plu-

sieurs pays européens, ouvre des brèches dans une situation bloquée et se place au centre des débats sur les perspectives de paix dans l'après-Sharon-Bush. Dès à présent, ce qui se passe dans la campagne présidentielle aux États-Unis et dans la société israélienne donne à penser qu'un après-Sharon-Bush peut être envisagé et qu'un autre avenir est possible.

Selon nous, il faut appuyer l'initiative de Genève dans ses principes et son dispositif, exprimer un soutien critique pour son contenu et des réserves sur certaines formulations trop vagues. Soutien critique qui n'implique pas l'agrément du texte dans sa totalité et discerne à côté d'énoncés clairs (par exemple les objectifs des signataires et les mécanismes de contrôle et d'intervention pour l'application de l'accord) des manquements et du flou : notamment la reconnaissance de la responsabilité israélienne dans la *nakba*, la catastrophe palestinienne de 1948, et la garantie d'une véritable égalité de droits entre citoyens juifs et arabes d'Israël.

Au-delà de ces critiques, nous pensons qu'il convient de soutenir sans réserve la dynamique de paix et de dialogue induite par ce projet d'accord. Certains appuient

médiatiquement l'initiative de Genève alors qu'ils ont tout fait pour la rendre impossible. Nous ne nous déterminons pas par rapport à ces prises de position successives et contradictoires.

Imparfait comme il l'est, c'est-à-dire perfectible, ce texte est aujourd'hui une chance de préserver l'avenir. Mais n'oublions pas le présent. Solidaires des Palestiniens occupés et réprimés, nous ne pouvons accepter ce mur de l'apartheid qui les emprisonne et rétrécit, jusqu'à en faire une peau de chagrin, l'espace vital dans les enclaves palestiniennes. Mais nous pensons également aux Israéliens devenus prisonniers d'une logique militaire absurde, car les hauts murs et les clôtures électrifiées ne peuvent empêcher les horribles attentats-suicides.

Comme pour la «feuille de route», qui s'est vite étioilée, ce mur – dure réalité et signe d'une dangereuse illusion sécuritaire – risque de transformer l'«accord de Genève» en leurre, d'en faire une chimère pour pacifistes perdus.

Nous pensons, par ailleurs, qu'il est indispensable que la partie israélienne reconnaisse solennellement le tort qui a été fait au peuple palestinien et qu'elle se déclare prête à appliquer les résolutions des Nations unies sur le principe du droit au retour des réfugiés. Il appartient aux négociateurs de la future paix de passer du principe à ses modalités d'application.

Dans l'immédiat, nous en appelons à une intervention internationale urgente pour arrêter la construction du mur et démanteler les tronçons déjà construits à l'est de la «ligne verte».

Le mur étant la contradiction absolue de l'initiative de Genève, sa négation effective sur le terrain, tous ceux qui soutiennent le projet d'accord, notamment en Europe, doivent se mobiliser contre lui. Les pressions et les interventions publiques sont nécessaires pour arrêter le désastre. Mais, pour donner une chance à la paix et à la réconciliation, il faut que les adversaires devenus partenaires fassent chacun confiance à l'autre.

Rappelons la première phrase du préambule de l'«accord de Genève»: les deux parties réaffirment *«leur détermination à mettre fin à des dizaines d'années d'affrontements et de conflits pour vivre dans une coexistence pacifique, dans le respect mutuel et la sécurité fondés sur une paix juste, durable et globale, et pour parvenir à une réconciliation historique»*. Si ceux qui le veulent sont suffisamment nombreux, ce ne sera pas un rêve.

Pour le collectif **«Trop, c'est trop!»**: Etienne Balibar, Alexandre Bilous, Suzanne Citron, Olivia Elias, Stéphane Hessel, Henri Korn, Gilles Manceron, Marie-José Mondzain, Pierre Nicodème, Madeleine Rebérioux, Abraham Ségala, Marie-Noëlle Thibault, Pierre Vidal-Naquet.

## Trop commode alibi

Henri Korn\*

(Texte paru dans *Le Monde* du 29 mai 2004)

Sous le nom de code *Arc-en-ciel et nuages*, les journées vécues par les habitants de Gaza du 13 au 20 mai ont accru, s'il était encore possible, un sentiment d'impuissance et de honte devant la barbarie qui s'étend au nom de la lutte pour la démocratie et contre le terrorisme. Dans de nombreux pays d'Europe occidentale, les bonnes volontés ne manquent pas, qui, dans la presse, les colloques, les réunions, pesant chaque terme, cherchent à construire des passerelles entre Israéliens et Palestiniens, à gagner à la raison un nationalisme israélien outrancier qui tourne à la folie, à l'abri de la présence américaine dans la région. En vain.

Peut-être serait-il temps d'abandonner l'amalgame entre Israël et un peuple idéalisé, fils du Livre, du Talmud et des Lumières. Il nous empêche de penser en termes politiques ce qui se passe aujourd'hui au Proche-Orient.

Il est impératif désormais pour la survie de la démocratie en Europe, aux États-Unis aussi bien qu'en Israël, que chacun d'entre nous prenne ses distances avec une logique qui inverse la charge de la preuve et qui est assortie d'un chantage. Tous deux nous paralysent. La logique nouvelle est terrifiante, elle postule qu'il appartient à la

victime de prouver son innocence alors même qu'elle a été abattue sans autre forme de procès: *«Nous l'avons tué, c'était donc un terroriste»*. Le chantage consiste à menacer de dénoncer comme antisémite alors qu'il s'agit d'un choix politique, toute personne qui conteste cette logique perverse et ses conséquences. Mais alors que deviennent la liberté et le droit et qui en reste le garant?

Est en réalité antisémite, et ennemi des hommes, celui qui nie que l'assassin puisse être dénoncé comme criminel du seul fait qu'il appartiendrait à une communauté donnée plutôt qu'à une autre. À cet égard, l'évocation d'Auschwitz à des fins partisans est un crime contre la plus sacrée des mémoires, elle ne donne, pas plus que la Bible, un droit de propriété à des colons racistes et chauvins, ni à aucun des fous de Dieu, dont certains gouvernent déjà le Monde ici ou là.

La leçon de la Shoah ne quitte aucun d'entre nous, elle nous commande de rester vigilant et d'interdire qu'on l'utilise à aucune autre fin que celle de s'insurger devant la souffrance de l'autre.

\* Neurobiologiste. Membre de l'Institut (Académie des Sciences). Membre du collectif **«Trop, c'est trop!»**

# Solidarité avec Leila Shahid

(Texte paru dans *Le Monde* du 2 juillet 2004)

*Lors des élections européennes, alors que c'était à l'ensemble des partis politiques de prendre en compte dans leurs projets la solidarité avec la Palestine et les pressions sur le gouvernement israélien ; et que la tâche des militants qui défendent les droits des Palestiniens était de les interpellés à ce propos, une liste a été présentée dans la Région Île-de-France sous le nom de « EuroPalestine » (conduite, entre autres personnes, par le comédien Dieudonné). Leila Shahid ayant fait connaître ses réserves sur la démarche des initiateurs de cette liste, elle a fait l'objet d'attaques extrêmement choquantes de la part de ceux-ci. C'est dans ces conditions qu'a été publié le message de solidarité ci-dessous, qu'ont signé, entre autres, plusieurs membres du collectif « Trop, c'est trop ! ».*

Depuis des années, parfois des décennies, nous tentons de mobiliser l'opinion française et européenne en faveur du peuple palestinien en lutte pour la réalisation de son droit à l'autodétermination.

Nous n'ignorons pas que des différences d'appréciation peuvent surgir quant aux meilleures modalités de soutien et d'action. Les débats sur ce point sont légitimes.

Mais, dans un contexte dramatique, alors que le gouvernement israélien annexe et asphyxie les territoires occupés, multiplie les crimes de guerre et tente de détruire l'Autorité palestinienne élue, nous estimons qu'ils ne peuvent dégénérer en insultes, en attaques personnelles et en procès d'intention. Comme la cause qui les motive, ils doivent demeurer exemplaires.

Dans le sillage de certaines controverses ravivées à l'occasion des élections européennes, une campagne violente et sectaire vise la déléguée générale de Palestine en France, dont l'action publique a tant fait pour susciter la solidarité avec son peuple, démontrer aux yeux de l'opinion publique la légitimité de la cause palestinienne et l'inscrire dans l'ensemble des combats du monde d'aujourd'hui pour la justice et le droit.

Cette campagne détourne et risque de dénaturer la lutte pour une paix juste au Proche-Orient. Elle ne peut que porter gravement préjudice à la solidarité plus que jamais nécessaire avec les Palestiniens. Nous demandons qu'elle cesse immédiatement. Nous réaffirmons notre estime et notre admiration pour Leila Shahid.

Nous appelons tous ceux qui veulent aider effectivement la Palestine à concentrer leurs efforts contre ses oppresseurs et à travailler en vue de la plus large unité politique dans la diversité des expressions militantes.

Étienne Balibar, Pascal Boniface, Monique Chemillier-Gendreau, Jacques Derrida, Gisèle Halimi, Alain Joxe, Marcel-Francis Kahn, Henri Korn, Georges Labica, Gilles Manceron, François Maspero, Maurice Rajfus, Jack Ralite, Bernard Ravenel, Madeleine Rebérioux, Danièle Sallenave, Denis Sieffert, Pierre Vidal-Naquet.

## Message à Leila Shahid après la mort d'Arafat

le 13 novembre 2004,

À Madame Leila Shahid, déléguée générale de la Palestine en France.

C'est avec une immense émotion et beaucoup de tristesse que nous avons appris la disparition du président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat. Symbole à nos yeux, depuis plus de quarante ans, de la lutte des Palestiniens pour faire reconnaître leurs droits et fonder un État, il a incarné l'espoir, le courage et la vitalité de son peuple.

En vous renouvelant l'assurance de notre soutien aux efforts du peuple palestinien pour constituer son État sur la terre de Palestine et pour une paix juste et durable avec Israël, nous vous adressons, et nous vous prions de transmettre à toutes les instances de l'Autorité palestinienne, nos condoléances les plus sincères.

Pour le collectif de l'appel « **Trop, c'est trop !** » : Étienne Balibar, Nicole Bernheim, Olivia Elias, Christiane Hessel, Stéphane Hessel, Alain Joxe, Gérard Maarek, Jacques Maillot, Gilles Manceron, Marie-José Mondzain, Pierre Nicodème, Madeleine Rebérioux, Giuseppina Russo, Abraham Ségal, Annie Ségal, Pierre Vidal-Naquet.

« **Trop, c'est trop !** » n'existe que grâce aux contributions financières envoyées par ceux qui soutiennent ses initiatives. Merci à tous ceux qui le peuvent de renouveler leur soutien afin que nous puissions poursuivre nos efforts d'information et de dialogue. Chèques à l'ordre de : « LDH Trop, c'est trop ! » Adresse postale : « Trop, c'est trop ! » Ligue des droits de l'homme — 138, rue Marcadet — 75018 Paris

Comité de pilotage : **Étienne Balibar, Nicole Bernheim, Alexandre Bilous, Suzanne Citron, Olivia Elias, Stéphane Hessel, Alain Joxe, Henri Korn, Gilles Manceron, Marie-Rose Mondzain, Pierre Nicodème, Abraham Ségal, Marie-Noëlle Thibault et Pierre Vidal-Naquet.**

Adresse internet pour télécharger ce bulletin ainsi que les précédents :

[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org), puis dans le « menu » : « manifestations et campagnes », descendre jusqu'à « Trop, c'est trop ! » ; ou, directement : [http://www.ldh-france.org/agir\\_manifestations2.cfm?idManif=29](http://www.ldh-france.org/agir_manifestations2.cfm?idManif=29)

Adresse e-mail : [trop-cest-trop@laposte.net](mailto:trop-cest-trop@laposte.net)



# Naqba

## La Naqba en hébreu : l'œuvre de mémoire de Zochrot

Pour l'ONG israélienne Zochrot, la paix passe par la reconnaissance de la Naqba. Près de 600 villages palestiniens détruits en 1948, une centaine d'autres en 1967. L'histoire officielle israélienne s'efforce toujours de gommer ces événements tragiques que les Palestiniens évoquent sous le nom de Naqba, la « Catastrophe ». C'est parce que trop peu de leurs concitoyens en ont conscience qu'un groupe d'Israéliens juifs a créé, en 2002, l'association Zochrot, terme hébreu qui désigne tout à la fois le fait de se souvenir et ceux qui se souviennent.

L'accroche, placée en tête de leur dépliant de présentation, précise : « Remembering the Naqba in Hebrew », soit « Se souvenir de la Naqba en hébreu ». Pas en anglais ou en italien, en hébreu ! Pourquoi ? La réponse est fournie un peu plus loin : « Il n'y a pas de reconnaissance officielle du prix que les Palestiniens ont dû payer [en contrepartie de la création de l'État d'Israël] en termes de pertes de vies, de destruction de centaines de villages et du sort très difficile réservé aux réfugiés palestiniens ». Or, pour les militants de Zochrot, cette reconnaissance est une condition nécessaire « pour en arriver à une réconciliation véritable entre les deux parties, à une solution juste fondée sur le respect des droits civils et nationaux des Palestiniens, y compris leur droit au retour ».

Comment s'y prennent-ils pour favoriser cette prise de conscience ? « Nous invitons des groupes d'Israéliens à visiter les sites des villages palestiniens ou les quartiers des villes détruits et à entendre de la bouche même des anciens habitants ou de leurs enfants l'histoire de ces lieux et les circonstances de leur expulsion », affirme Eitan Bronstein, président de l'association. Depuis 2002, Zochrot a organisé près d'une vingtaine de visites qui incluent, chaque fois, une cérémonie de commémoration : installation de plaques signalétiques mentionnant en arabe les noms des rues et des monuments, rappel de la liste des victimes, etc. À chaque fois, les participants repartent avec des cartes indiquant l'emplacement des villages détruits ainsi que de petites brochures, rédigées en arabe et en hébreu, rassemblant des témoignages d'anciens habitants. Dernièrement, deux cents personnes ont ainsi participé à une visite de certains quartiers de Haïfa. Ce travail d'information sur le terrain est complété par la constitution d'archives sur la Naqba et d'une base de données concernant les villages détruits, accessible sur [www.nakbainhebrew.org](http://www.nakbainhebrew.org).

C'est parce qu'ils ont fait eux-mêmes ce difficile mais indispensable travail de mémoire que les militants de Zochrot en sont arrivés à reconnaître la responsabilité morale et politique de l'État d'Israël vis-à-vis des souffrances des Palestiniens, ceux de Cisjordanie et de Gaza comme ceux de l'extérieur (car, il ne faut pas l'oublier, un Palestinien sur deux vit en dehors de la Palestine occupée). En s'engageant dans Zochrot, ils espèrent faire partager leur conviction à un grand nombre de leurs concitoyens. Et les retombées des visites les confortent dans cet espoir.

Olivia Elias

## « Mémoire pour la paix »

Une initiative pour la paix  
d'Émile Shoufani, Arabe israélien prêtre à Nazareth,  
et de Jean Mouttapa, éditeur français

Au cours de l'automne 2002, le père Emile Shoufani, Arabe israélien et prêtre melkite à Nazareth, lançait un appel en France et en Israël pour l'organisation d'un voyage judéo-arabe à Auschwitz-Birkenau. L'événement, intitulé « Mémoire pour la paix », a eu lieu du 26 au 29 mai 2003, et a rassemblé 200 francophones venus de France et de Belgique, et 300 Juifs et Arabes citoyens d'Israël. Ce geste se voulait avant tout *d'initiative arabe*, inspiré par le « curé de Nazareth » dont l'appel avait été signé par des centaines d'Arabes israéliens. Il se voulait aussi essentiellement *gratuit*, au sens où il n'impliquait aucun geste réciproque de la part des participants juifs. Il était aussi *dégagé de toute considération politique* concernant la situation au Proche-Orient, ou concernant les relations intercommunautaires en France. Il n'était pas, enfin, d'ordre *interreligieux*, rassemblant des croyants et des non croyants qui intervenaient chacun à titre personnel. Au cours d'une cérémonie particulièrement émouvante sur la rampe centrale de Birkenau, les noms de victimes ont été lus alternativement par des voix juives et arabes, ainsi que des poèmes et des textes autour du thème de la fraternité, affirmant la nécessaire universalisation de la mémoire de la Shoah.

L'association « Mémoire pour la paix » témoigne des riches enseignements de cet événement, et continue à travailler en France pour créer des expériences de fraternité (notamment judéo-arabe) en préparant des rencontres dans différentes villes qui seront autant de « laboratoires de la paix », fondés sur l'échange des mémoires et la construction de relations fortes entre les personnes.

[contact@memoirepurlapaix.com](mailto:contact@memoirepurlapaix.com)

« Un Arabe face à Auschwitz. La mémoire partagée »,  
de Jean Mouttapa, Albin Michel, 2004.



# Contre l'arbitraire des « punitions collectives »

## Entretien avec Tahseen Elayan, de l'association Al Haq

Lors de sa venue à Paris à l'automne 2004, Tahseen Elayan a expliqué à « **Trop, c'est trop !** » les objectifs de la campagne internationale que l'association de Cisjordanie Al Haq a lancée contre les « punitions collectives » dont sont victimes les populations civiles.

### Qu'est-ce que l'association Al Haq et dans quel but vous a-t-elle envoyé en Europe ?

L'association Al Haq – ce qui veut dire en arabe « La Justice » – a été fondée en 1979, et c'est l'une des plus anciennes associations de défense des droits de l'Homme du monde arabe. Son siège est à Ramallah, mais elle possède des structures régionales à Hébron, Bethléem, Jénine et Naplouse et s'efforce d'étendre ses activités à toute la Cisjordanie.

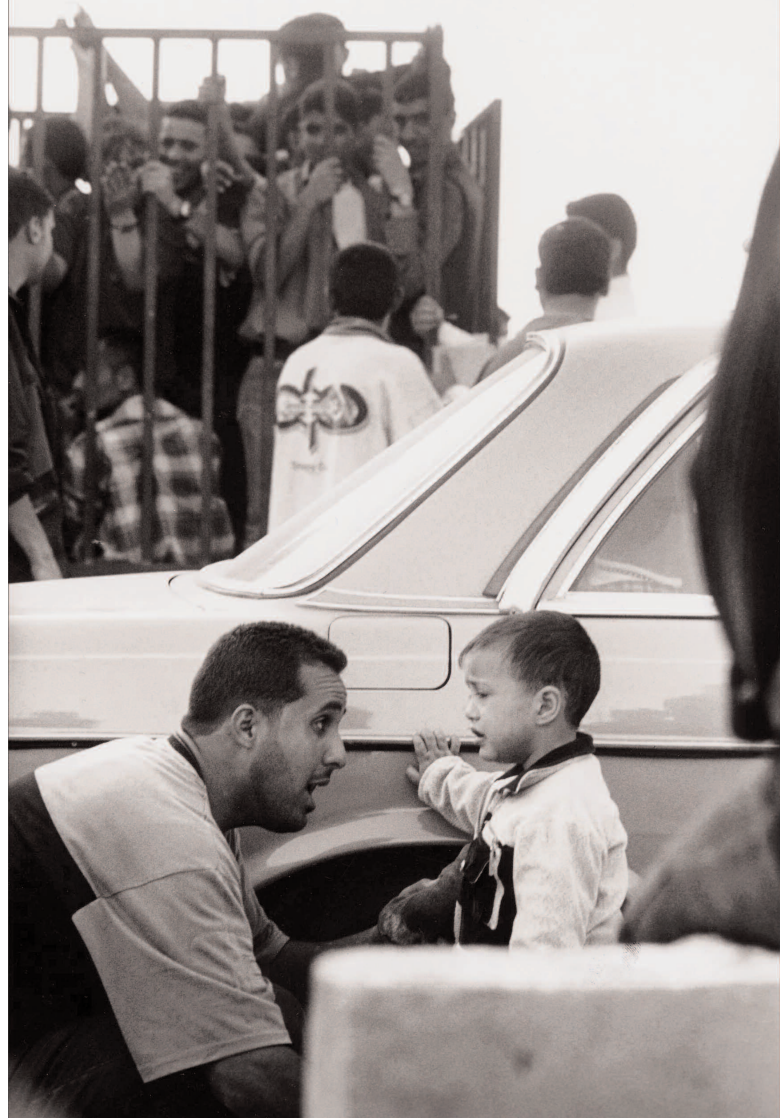
Elle m'a envoyé en Europe pour expliquer sa campagne internationale contre les punitions collectives frappant les Palestiniens, en même temps que deux autres personnes étaient déléguées aux États-Unis et en Afrique du sud. Al Haq veut attirer l'attention, non seulement sur les meurtres que l'armée israélienne appelle « assassinats ciblés », mais aussi sur tout ce qui rend impossible la vie quotidienne de la population comme les destructions de maisons, les couvre-feux et toutes les restrictions aux mouvements des Palestiniens. La question du Mur en fait bien sûr partie.

Aux nombreux check-points, les Palestiniens doivent s'arrêter, se mettre en file et attendre les autorisations de passer. Au check-point de Qalandiya, par exemple, à deux ou trois kilomètres de Ramallah, les gens attendent des heures, qu'il pleuve ou qu'il fasse chaud, aussi bien les femmes enceintes que les malades ou les enfants en bas âge. L'armée israélienne se permet toutes sortes d'exactions : il y a six mois environ, elle est allée à la Banque nationale palestinienne à Ramallah et a pris l'argent, soi-disant pour améliorer la situation aux check-points (elle a finalement dû le rendre).

Al Haq a aussi soutenu pendant l'été 2004 la grève de la faim des prisonniers palestiniens dans les prisons israéliennes. La question du manque de nourriture et de la mauvaise qualité de celle-ci a été soulevée. Mais ce sont les visites des familles qui posent le plus de problèmes : les prisons sont situées en Israël et les familles doivent obtenir des permis pour y entrer. L'une des principales demandes des prisonniers est de supprimer les vitres des parloirs et les fouilles au corps des familles en visite, qui visent à les humilier alors qu'il existe d'autres méthodes de contrôle plus modernes qui sont tout aussi efficaces et ne provoquent pas les mêmes humiliations.

### Quels problèmes rencontrent les Palestiniens pour circuler ?

Je prends mon cas personnel : d'abord, de toute ma vie (j'ai 33 ans), je n'ai pu me rendre à Gaza. Il m'est plus facile d'aller en France ou dans un autre pays étranger qu'à Gaza qui fait partie de mon pays. Pour venir à Paris, je suis parti de chez moi il y a trois jours. Pour aller en Jordanie, en taxi, via le pont qui traverse le Jourdain, nous avons fait route vers Jéricho, ralenti par de nombreux barrages. Ayant fini par arriver à Jéricho, nous avons



Gaza, passage Abou Gholi, 2003. Photo de Joss Dray.

Ahmad Harb et sa mère, se rendant chez le médecin à Naplouse, bloqués au check-point de Sarra. Photo Eliezer Moav, B'Tselem.





dû nous arrêter parce qu'il y avait énormément de gens qui attendaient pour traverser la ville. Finalement, il m'a fallu douze heures pour arriver à Amman : je suis parti de chez moi à deux heures du matin et je suis arrivé à deux heures de l'après-midi. Aux check-points, les Palestiniens sont obligés de s'arrêter; ils font la queue; quelquefois on les laisse passer, quelquefois on les bloque complètement; ils ne peuvent jamais savoir ce qui va leur arriver. Pour donner un exemple de la manière dont les choses fonctionnent, il y a un village qui est à cinq minutes de Ramallah; actuellement, il faut passer par une dizaine de villages pour y parvenir, il faut une heure pour faire le trajet. Avec le couvre-feu, les Palestiniens n'ont pas le droit de quitter leur logement, à l'exception de une ou deux heures tous les deux ou trois jours pour pouvoir acheter ce dont ils ont besoin. En janvier 2003 à Hébron, le couvre-feu a duré pendant vingt-neuf jours...

Je vais vous raconter ce qui est arrivé à un étudiant en droit de l'Université Al Kohl, Nadji Bab El Cheikh. Le 23 mars dernier, on a annoncé que toutes les routes étaient fermées. Ayant voulu rentrer quand même dans son village, il a fait le trajet en compagnie de huit autres personnes dont six femmes. Quand il a présenté sa carte d'identité à un barrage, les soldats lui ont interdit le passage comme aux autres personnes qui étaient avec lui. Ces huit personnes ont alors décidé de chercher un autre chemin pour rentrer chez elles, et, à un endroit de la route, elles ont rencontré une jeep avec cinq soldats israéliens qui ont sauté de la voiture, et, sans aucune sommation ni leur demander quoi que ce soit, se sont jetés sur Nadji et l'ont frappé à l'épaule et au visage. L'une des femmes qui était dans le groupe a essayé d'intervenir et elle a été elle aussi battue et jetée à terre. Les soldats ont dit à tout le monde de partir sauf à Nadji. L'une des femmes a refusé de quitter les lieux et Nadji était tellement contusionné qu'il a perdu connaissance et, au moment où il revenait à lui, les soldats lui ont dit: « Reprends ta carte d'identité et ne reviens jamais ici ». Il a rebroussé chemin en marchant avec difficulté jusqu'à ce qu'une voiture qui passait par là le fasse monter. Ayant perdu à nouveau connaissance dans la voiture, celle-ci l'a conduit à l'hôpital où il s'est réveillé. Les médecins ont constaté qu'il avait deux côtes cassées, des ecchymoses un peu partout et un œil endommagé et très enflé.

Les conséquences sont parfois plus graves encore. Une nuit, une jeune femme enceinte a commencé à sentir les douleurs et a demandé à son mari de la conduire à l'hôpital. Le mari lui a conseillé d'attendre parce qu'il est extrêmement dangereux de rouler la nuit avec le couvre-feu, mais, comme elle avait de plus en plus mal, ils sont finalement partis à deux heures du matin pour l'hôpital, accompagnés du père de la femme. À Rawarah, ils ont dû s'arrêter à un check-point. Un soldat a dit à la jeune femme de relever sa robe pour vérifier qu'elle était bien enceinte. Puis, au bout d'environ un kilomètre, on a brusquement ouvert le feu sur la voiture. La voiture s'est arrêtée, et, le feu ayant cessé au bout de quelques minutes, la jeune femme s'est adressée à son mari pour lui demander de repartir, mais elle s'est rendue compte qu'il était mort. Son père était lui-même blessé. Des soldats sont arrivés et l'ont fait sortir de la voiture. De nouveau, il a fallu qu'elle soulève sa robe pour montrer qu'elle était bien enceinte et le soldat l'a fait se déshabiller entièrement. On l'a mise sur un brancard dans une voiture militaire avec son père blessé, puis on les a laissés là en attendant l'arrivée d'une ambulance palestinienne. Elle a demandé à pouvoir se couvrir, mais on ne lui a pas permis malgré le froid. Finalement, son enfant est né. Le jour de la mort de son père.

#### **Qu'en est-il des destructions de maisons et des victimes civiles ?**

Cet exemple va vous montrer comment une maison peut être détruite. Djamal, un habitant de Ramallah avait une maison et, le 30 novembre 2003, les soldats sont venus, ils se sont adressés à lui et à son frère qui habitait dans un bâtiment de quatre étages juste à côté de la maison et leur ont dit avec un haut-parleur qu'il leur fallait sortir de chez eux. Ils sont sortis et les soldats ont

demandé à toute la famille rassemblée s'il y avait quelqu'un qui se cachait dans la cave. Djamal a répondu qu'à sa connaissance, personne ne s'y cachait. Un soldat lui ayant demandé combien il gagnait lui lance: « Tu as travaillé longtemps pour faire construire ta maison puisque tu gagnes 350 \$ par mois, mais moi je vais démolir ta maison ». Au bout d'un moment, des coups de feu ont été échangés entre les soldats et un Palestinien qui se cachait dans la cave. Un officier israélien a dit alors qu'ils allaient démolir les deux maisons, ce qui a été fait avec un bulldozer et des explosifs placés à l'intérieur: tout a sauté, le bâtiment de quatre étages et la maison de Djamal. Dans les ruines de la maison, un corps a été effectivement retrouvé. Ce genre d'événement se produit très souvent en Cisjordanie et à Gaza. Depuis le début de l'intifada, au moins quatre cents maisons ont été détruites de la sorte en Cisjordanie.

Quant aux civils victimes de tirs israéliens, voici un exemple: un enfant de cinq ans a été tué dans sa maison alors qu'il était assis à côté de son père. Un militaire a tiré avec une mitrailleuse et l'enfant est mort. Cela montre bien qu'il n'y a aucune sécurité et que n'importe qui peut être tué à tout moment. Autre exemple: un jeune de 17 ans a été écrasé par une jeep militaire qui l'a renversé volontairement et a roulé sur lui à deux reprises.

Israël emploie toutes sortes de prétextes pour justifier cette politique de sanctions collectives, à commencer par les raisons de sécurité et les impératifs militaires, mais tout cela relève d'un comportement en contradiction totale avec les règles internationales et en particulier avec l'article 33 de la quatrième convention de Genève.

#### **Que demande El Haq dans le cadre de sa campagne ?**

L'association El Haq lance un appel à la communauté internationale pour que tout le monde fasse pression sur Israël pour qu'il accepte enfin d'arrêter ces pratiques. Vous pouvez nous aider en écrivant à vos élus, en faisant paraître des informations sur ces faits dans les médias ou en parlant de cela aux gens autour de vous.

Nous nous efforçons de nouer le maximum de relations avec les associations et médias israéliens, bien que nous ayons beaucoup de mal à nous faire entendre; l'un des rares médias audiovisuels intéressés est « Chanel 10 ». C'est par un effort d'information, en Israël comme dans le reste du monde, que nous pourrions faire pression sur le gouvernement et sur l'armée pour qu'elle cesse ses exactions contre les populations palestiniennes. ■

---

Al Haq P.O. Box 14 13 Ramallah

Tel : 972 2 2954646/9 Fax: 972 2 2954903

E-mail: media@alhaq.org Site internet: www.alhaq.org

---

Image du film « Checkpoint » de Yoav Shamir, 2003.





# Pour le droit à l'éducation des enfants palestiniens

*Dans le prolongement de son action en faveur des universités palestiniennes, « Trop, c'est trop ! » a souhaité développer la solidarité avec les élèves palestiniens entravés dans l'exercice de leur droit à l'éducation. Pour cela, Madeleine Rebérioux, qui traduisait ainsi son profond attachement à ce droit fondamental, a pris successivement contact avec la FSU, le SGEN-CFDT et l'UNSA Éducation. Compte tenu de leur champ d'intervention, ces trois organisations lui ont réservé le meilleur accueil et elles se sont mises d'accord pour un appel commun qu'elles ont diffusé dans leur presse et sur leurs sites internet. Si le projet d'une délégation commune n'a malheureusement pas abouti, la FSU a, de son côté, envoyé une délégation en Israël et en Palestine occupée. Ce fut l'occasion, pour cette fédération, de vérifier, sur le terrain, à quel point la situation décrite et les craintes exprimées par le texte étaient justifiées. L'occasion aussi de rappeler l'impérieuse nécessité de faire émerger une solution politique, garantissant à tous la paix dans deux États aux frontières sûres et reconnues et permettant aux plus jeunes de construire leur avenir dans les meilleures conditions.*

**Françoise Dumont, FSU.**

Le droit à l'éducation des enfants palestiniens est aujourd'hui remis en cause par l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza. Au début de 2003, plus de 120 000 enfants sur un million avaient cessé d'être scolarisés. De ce fait, un grand nombre de jeunes âgés de dix à douze ans sont analphabètes. Traditionnellement attachée à l'enseignement public, la société palestinienne où l'éducation représente pour le moment le seul bien durable est frappée dans ses forces vives : la réserve d'énergie dont ce peuple est porteur est menacée dans son avenir démocratique. Cette dégradation dramatique a bien des causes concrètes : destruction des bâtiments scolaires, fermeture des écoles élémentaires de villages lorsque les familles, victimes des intimidations violentes des colons, se réfugient en ville ; incroyables difficultés des déplacements pour les enseignants et les élèves des établissements scolaires situés au cœur des villes ; inquiétude des parents et traumatisme des enfants lorsqu'il faut braver les couvre-feux, toujours imprévisibles, souvent meurtriers.

Organisations syndicales liées aux forces vives du monde de l'éducation, nous avons décidé à la demande du mouvement « Trop, c'est trop ! » de prendre une initiative forte : trop c'était trop en effet. Notre fonction est de protéger la vie, d'instruire l'enfant et de favoriser « l'épanouissement de sa personnalité », comme l'exige la Convention internationale des droits de l'enfant signée par l'État d'Israël. Aussi prenons-nous l'en-

Shati, bande de Gaza, (UNRWA, années 1950).





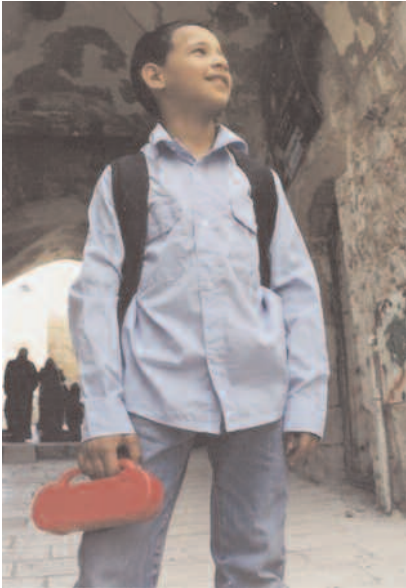


Image du film « The Red Toy » de Dani Rosenberg (2004).

gagement d'agir pour que, en Cisjordanie et à Gaza, toutes les écoles soient désormais ouvertes et en état de fonctionner. Cela suppose la fin des couvre-feux, l'abandon des laissez-passer humiliants et donc le retrait des troupes israéliennes des Territoires occupés.

Nous prenons l'engagement de mener campagne par affiches, tracts, bulletins, etc., sur la situation réelle du droit à l'éducation dans le futur État palestinien pour lequel, comme pour Israël, nous voulons des frontières sûres et reconnues (1).

Nous souhaitons favoriser les rencontres entre enseignants et éducateurs français, palestiniens et israéliens. Nous souhaitons multiplier les partenariats et les parrainages. Et nous nous engageons à œuvrer à la reconstruction des écoles détruites par la guerre et l'occupation et à intervenir dans ce sens auprès des autorités françaises et européennes. La solidarité est au cœur des traditions syndicales. En agissant pour le droit à l'éducation des enfants palestiniens, nous entendons prendre en charge plus particulièrement le temps de la scolarité obligatoire (2). La crise qu'elle traverse est signe du recul, de l'effritement peut-être, de la culture humaine. La société palestinienne est en voie de désintégration : un de ses signes évidents est la malnutrition des enfants. Inactivité, recours aux petits boulots, déscolarisation rendent les enfants palestiniens plus réceptifs aux discours de quelques groupes extrémistes. L'école est source de vie. L'avenir de la société palestinienne repose, pour une grande part, sur elle. En le disant, nous sommes conscients, ici, de nos responsabilités.

**UNSA Éducation, SGEN-CFDT, FSU**

1. Congrès de l'Internationale de l'éducation, juillet 2001.

2. Il existe un Comité français de solidarité avec les universités palestiniennes qui a recueilli quelque 900 signatures.

Écoliers, camp d'Irbid, Jordanie (UNRWA, années 1960).





Image du film « Témoins pour la paix » d'Abraham Ségal, 2003.  
Raymond Aubrac devant la Mouqata en ruine.

## Israéliens, Palestiniens, que peut le cinéma ?

**Rencontres du 1<sup>er</sup> au 7 juin 2005**

Cinéma Les Trois Luxembourg

67, rue Monsieur-le-Prince 75006 Paris – 01 46 33 97 77

Cette semaine est dédiée à tous ceux, Palestiniens et Israéliens qui, chacun à leur manière, dans leur refus, dans leurs actes de tous les jours, dans leurs écrits ou dans leurs films ont le courage de dire NON, non à la violence injustifiée, non à l'humiliation de l'autre et OUI à la paix et au droit d'exister dans la dignité.

Le cinéma peut les aider à se connaître autrement qu'à travers le bruit et la fureur. Une image peut être plus efficace, plus éloquente et plus puissante que toute parole, même si elle exige le commentaire de la parole afin que son sens ne soit ni manipulé ni déformé.

### Les cinéastes invités

Hany Abu-Assad, Rashid Masharawi, Tawfiq Abu Wael, Tahani Rached, Anne-Marie Jacir, Menem Adwuan, Abraham Ségal, Dominique Dubosc, Jacqueline Gesta, Avi Mograbi, Sobhi al-Zobadi, Yulie Cohen Gerstel, David Belhassen, Udi Aloni, Eyal Avneri, Yoav Shamir, Yair Lev, Ram Loevy, Juliano Mer Khamis, Nurith Aviv, Simone Bitton, Avi Hershkovitz, Jean Chamoun, et bien d'autres...

### Rencontres et débats

Plusieurs rencontres se tiendront au cinéma Les Trois Luxembourg. Elles suivront les projections des films et auront lieu en présence des réalisateurs. Un large débat réunira à la FNAC Montparnasse le 7 juin 2005 tous les cinéastes présents.

### Le comité de parrainage

Ariane Ascaride, Lucie et Raymond Aubrac, Simone Bitton, Rony Brauman, CinémaAction, Régine Deforges, Frank Eskenazi, Robert Guédiguian, Stéphane Hessel, Jean

Lacouture, Serge Le Péron, Albert Memmi, Daniel Mermet, Edgar Morin, Abraham Ségal, Eyal Sivan, Bertrand Tavernier, Pascal Thomas, Simone Vannier, Marie Vermillard, la Société des réalisateurs de films, le Syndicat des distributeurs indépendants, le Syndicat français de la critique de cinéma, l'Association France-Palestine (AFP), Trop, c'est trop!, l'Union juive française pour la paix (UJFP) et la Ligue des droits de l'Homme (LDH).

### Les organisateurs

En mars 2003, Janine Euvrard (critique de cinéma) créait la première édition des rencontres. Cinéastes, professionnels et public furent nombreux au rendez-vous. Il était naturel qu'elle organisât une deuxième édition. Comme en 2003, Anne et Gérard Vaugois, responsables du cinéma Les Trois Luxembourg, mettent leurs salles à la disposition des rencontres.

Les horaires, les débats, les invités sur :

[www.lesitedesrencontres.com](http://www.lesitedesrencontres.com)

<http://www.lestroisluxembourg.com>



### *Israéliens-Palestiniens, que peut le cinéma ?*

de Janine Halbrecht-Euvrard,  
éditions Michalon, 320 p., 22 €.

En octobre 2003, trois ans après le début de la deuxième Intifada, Janine Euvrard organisait dans le cinéma parisien des Trois Luxembourg une manifestation en images avec la diffusion d'une cinquantaine de films, donnant à voir les deux côtés de la guerre. Il était temps, à travers le cinéma, de réexaminer le sujet, d'évaluer le chemin parcouru, le présent et les perspectives. Au-delà d'Amos Gitai et d'Elia Suleiman, le cinéma israélien et palestinien existe bel et bien, vivace, controversé, engagé.

Janine Euvrard est partie cette année à la rencontre de cinéastes en Palestine et en Israël. Ce livre est un voyage subjectif, personnel, intime à travers les images et les idées d'un conflit de l'Histoire. Le cinéma peut-il et doit-il jouer un rôle dans ce conflit? *Israéliens-Palestiniens, que peut le cinéma?* veut croire que oui.





## Mur

### Plaie de béton, suture en barbelé

Premier long métrage de cinéma de Simone Bitton, le documentaire *Mur*, présenté en 2004 à la Quinzaine des réalisateurs de Cannes, n'a pas fini de faire parler de lui. Nous l'avions découvert à sa sortie, dans une salle de quartier bondée, et le débat qui suivit avec la cinéaste fut plein d'enseignement sur ce que c'est que d'être *spectateur* d'une Histoire en train de se faire. Lors des projections du film, qui continue à circuler, la réalisatrice l'accompagne souvent pour le présenter et débattre avec la salle.

Simone Bitton parle l'hébreu et l'arabe. La cinéaste est allée à la rencontre du mur à distance de caméra, capturant en de longs travellings, sur un rythme souvent lent, ce serpent de béton, de barbelé et de ferraille qui obscurcit, sépare, ruine, humilie, oppresse, agresse, vole les hommes et

les champs... A distance de caméra, pour cadrer l'image de la clôture et l'inscrire dans son déroulement implacable, tantôt saisissant le chatoiement coloré des fresques qui décorent l'obstacle infranchissable, tantôt rendant palpable la rudesse, la sécheresse des pierres, du béton, de la poussière : ces deux faces non identiques de la même paroi, disent à la place de la réalisatrice, de quel côté celle-ci avait placé sa caméra.

Distance de la caméra pour cadrer le mur, mais distance aussitôt abolie par les sons engrangés sans interdits, sans filtres, des sons qui brodent et rebrodent les images, les lient, en remplissent les intervalles d'humanité et nous racontent la violence du fait. Les paroles de ces hommes, Palestiniens, Israéliens, la plupart du temps *off*, sont livrées dans leur sincérité, leur désespoir, leurs interrogations, leur désir de paix souvent, de tranquillité, et forment un contrepoids à la beauté des images. Le bruit infernal des engins de construction, si l'on peut appeler cela construire, rythme le tout. Jamais à l'image, la cinéaste est pourtant omniprésente par sa voix qui, dans les deux langues, interroge sans se lasser.

Comme un carré noir intervient par moments l'image de cet officiel israélien, le directeur de cabinet du ministère de la Défense, avec ses paroles, hallucinantes de cynisme, seul personnage du film qui réponde à une interview « posée ».

En choisissant d'élever son *Mur* contre le mur érigé par les Israéliens, Simone Bitton a fait œuvre de cinéaste autant que de résistante, et c'est une des grandes forces de son film. Elle donne à voir une œuvre engagée dans le fond et travaillée dans la forme. La dénonciation

du mur et la manière de l'exprimer de la cinéaste sont deux éléments ici inséparables.

*« Le format du film, tourné en vidéo mais kinestcopé en 18,5 épouse strictement l'horizontalité du mur ; et la répétition des travellings latéraux, sur une muraille où se succèdent des fresques peintes à la manière des séquences d'un film, confirme l'impression d'une œuvre mimétique dont l'indéniable accomplissement met devant le fait accompli de la barrière. (Philippe Mangeot Cahiers du cinéma, octobre 2004) »*

**Catherine Schapira**

### Mur

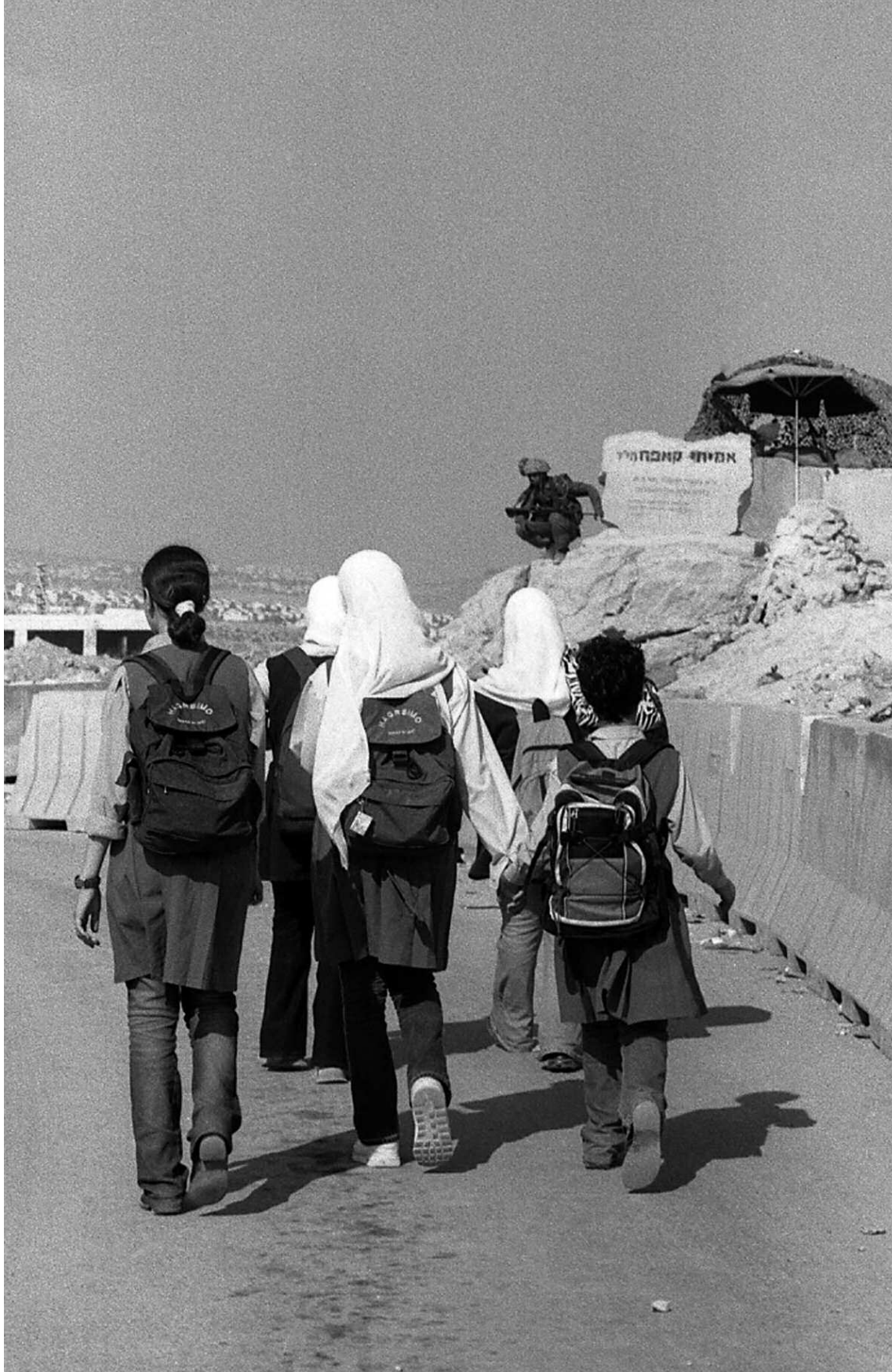
France/Israël, 2004. Réalisation : Simone Bitton.

Image : Jacques Bouquin.

Montage : Catherine Poitevin-Meyer, Jean-Michel Perez.

Production : Thierry Lenouvel.

Distribution : Les Films du Paradoxe. Durée : 1 h 40.



Barrage de Qalandia, 2001. Photo de Joss Dray.

Ce bulletin a été réalisé par **Jacques Maillot, Gilles Manceron, Annie Ségal, Abraham Ségal**, avec la collaboration de **Olivia Elias, Henri Korn, Charlette Rodriguez et Catherine Schapira**. Remerciements à **Anne Giannini** pour ses traductions et à **Joss Dray** pour ses photos.

Adresse internet pour télécharger ce bulletin ainsi que les précédents :

[www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org), puis dans le « menu » : « manifestations et campagnes », descendre jusqu'à « Trop, c'est trop ! » ;  
ou, directement : [http://www.ldh-france.org/agir\\_manifestations2.cfm?idManif=29](http://www.ldh-france.org/agir_manifestations2.cfm?idManif=29)

Adresse postale : « Trop, c'est trop ! » Ligue des droits de l'Homme 138, rue Marcadet 75018 Paris

Chèques à l'ordre de : « LDH Trop, c'est trop ! »

Adresse e-mail : [trop-cest-trop@laposte.net](mailto:trop-cest-trop@laposte.net)